



**Assemblée générale  
Conseil de sécurité**

Distr. générale  
3 décembre 2012  
Français  
Original : anglais

**Assemblée générale  
Soixante-septième session  
Point 33 de l'ordre du jour  
Prévention des conflits armés**

**Conseil de sécurité  
Soixante-septième année**

**Lettres identiques datées du 12 novembre 2012, adressées  
au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité  
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente  
de l'Ouganda auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint une lettre datée du 12 novembre 2012, adressée au Secrétaire général par le Premier Ministre de la République de l'Ouganda, Amama Mbabazi, dans laquelle le Gouvernement ougandais répond aux allégations figurant dans le rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire publier le texte de la présente lettre et de ses annexes comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 33 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim  
(Signé) Arthur S. **Kafeero**



**Annexe aux lettres identiques datées du 12 novembre 2012  
adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil  
de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission  
permanente de l'Ouganda auprès de l'Organisation  
des Nations Unies**

Je vous remercie de l'accueil chaleureux que votre Vice-Secrétaire général, M. Jan Eliasson, a réservé à notre envoyé spécial, le 1<sup>er</sup> novembre 2012, jour où il lui a remis ma lettre du 23 octobre 2012 concernant le rapport du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo et la Déclaration du Président du Conseil de sécurité en date du 19 octobre 2012.

J'ai aujourd'hui le plaisir de vous faire tenir ci-joint la réponse détaillée du Gouvernement ougandais aux allégations figurant dans le rapport du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo (voir pièce jointe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter cette réponse à la connaissance des membres du Conseil de sécurité dès que possible afin qu'ils puissent en informer les membres du Comité créé par la résolution 1533 (2004) concernant la République démocratique du Congo, qui doit examiner le rapport au plus tard dans la journée à New York.

Le Premier Ministre  
(Signé) Amama **Mbabazi**

## Appendice

### **Réponse du Gouvernement ougandais aux allégations figurant dans le rapport du groupe d'experts sur la République démocratique du Congo**

#### **Introduction**

Le Gouvernement ougandais présente ce document en réponse au rapport du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo (le « Groupe d'experts ») qui a été récemment divulgué aux médias. Il a soigneusement étudié ce rapport et noté qu'il contenait à son égard de graves allégations qui sont toutefois fausses et sans fondement.

Tout d'abord, le Gouvernement ougandais souhaite souligner qu'avant sa visite en Ouganda, le Groupe d'experts avait indiqué qu'il serait sur place les 17 et 18 septembre 2012 et énuméré les points sur lesquels il souhaitait obtenir des compléments d'information (voir pièce jointe). Le Groupe d'experts est arrivé en Ouganda le 17 septembre 2012 et s'est réuni avec des représentants du Gouvernement le 18 septembre 2012, qui lui ont alors fourni des réponses aux questions qu'il avait posées. À la fin de cette réunion, il a demandé à rencontrer les responsables des services de renseignement, mais il n'a pas été possible d'organiser une rencontre sans préavis puisque ces derniers avaient d'autres engagements. Néanmoins, le Gouvernement ougandais a demandé au Groupe d'experts de prolonger son séjour afin d'organiser la réunion demandée, mais cela n'a pas été possible et le Groupe a quitté l'Ouganda. Le 15 octobre 2012, le Gouvernement a demandé par écrit au Groupe d'experts de revenir en Ouganda pour rencontrer les responsables des renseignements. Le même jour, le Coordonnateur du Groupe d'experts lui a répondu que son groupe ne pouvait pas retourner en Ouganda, mais que les responsables des renseignements pouvaient venir les rencontrer à Goma, en République démocratique du Congo. En fait, le Groupe d'experts avait déjà rédigé son rapport et l'avait présenté le 12 octobre 2012 au Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004) concernant la République démocratique du Congo.

Le Gouvernement ougandais est donc surpris que figurent dans ce rapport des questions dont il n'a jamais été avisé avant la visite du Groupe d'experts et que ce dernier n'a jamais abordées au cours de la réunion du 18 septembre 2012.

#### **Résumé**

Au paragraphe 3 du résumé du rapport, on lit :

De hauts responsables ougandais ont également prêté appui au M23 : renforts militaires en RDC, livraison d'armes, assistance technique, planification commune, conseils d'ordre politique et appui dans les relations extérieures. Des unités des forces armées ougandaises et des forces de défense rwandaises ont conjointement porté appui au M23 lors de la série d'attaques que le Mouvement a lancées en juillet 2012 pour s'emparer des principales villes du Rutshuru et bouter les forces armées congolaises hors du camp de Rumangabo. Les deux États, qui ont toujours défendu la cause des rebelles, ont également coopéré pour favoriser la création et l'expansion de la branche

politique du M23. Le M23 et ses alliés comptent six personnes faisant l'objet de sanctions internationales, dont certaines résident en Ouganda ou au Rwanda, ou s'y rendent régulièrement.

Le Gouvernement ougandais réfute catégoriquement cette allégation portée contre lui et affirme que les forces armées ougandaises n'ont jamais aidé ou appuyé le M23 de quelque façon que ce soit. Au contraire, l'Ouganda a respecté toutes les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU sur la République démocratique du Congo et a entrepris de régler ses problèmes de sécurité liés à la RDC par la coopération bilatérale avec ce pays et par des initiatives régionales telles que le Protocole de non-agression et de défense mutuelle adopté dans le cadre de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs. Le Gouvernement de la RDC ne s'est jamais plaint au Gouvernement ougandais de telles violations de son intégrité territoriale.

De plus, les forces armées ougandaises (FDPO) n'ont pas appuyé le M23 conjointement avec les Forces de défense rwandaises, comme le rapport le prétend. Si l'Ouganda et le Rwanda ont mis en place un dispositif de coopération (Commission mixte permanente) dans différents secteurs, notamment celui de la défense et de la sécurité, cette coopération ne prévoit pas l'appui à des forces négatives comme le M23. Par conséquent, les forces armées ougandaises n'ont à aucun moment planifié des opérations avec le M23 et les Forces de défense rwandaises. Il est édifiant que le rapport du Groupe d'experts ne fournisse aucune preuve tangible des opérations soi-disant planifiées avec le M23 et l'armée rwandaise, en indiquant où ces activités de planification auraient eu lieu ou la façon dont elles auraient été organisées et les personnes qui seraient impliquées.

En outre, l'Ouganda nie catégoriquement avoir coopéré avec le Rwanda (ou tout autre État d'ailleurs) pour appuyer la création et l'expansion de la branche politique du M23. Il n'a pas non plus pris la défense des rebelles de quelque façon que ce soit. Aucun membre du M23 sous le coup de sanctions ne réside ni ne se rend régulièrement en Ouganda à la connaissance du Gouvernement ougandais. Il est établi que le Gouvernement ougandais et le M23 ne communiquent que dans le cadre des initiatives de médiation entre le Mouvement et le Gouvernement de la RDC lancées à la demande du Secrétaire général, du Président de la RDC et du Sommet de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs. Par ailleurs, aucun des membres du M23 avec lesquels le Gouvernement ougandais a correspondu dans le cadre de cette médiation n'est soumis à des sanctions.

Il convient de noter que le Groupe d'experts ne précise pas dans quel cadre l'Ouganda aurait pris le parti du M23, ni quels objectifs stratégiques il poursuivrait ainsi.

Au paragraphe 13 du résumé, on lit :

... Le minerai d'or extrait dans l'est de la RDC est en quasi totalité exporté en contrebande; quelques grands négociants de Kampala et de Bujumbura en réexportent ainsi plusieurs tonnes par an, qui représentent des centaines de millions de dollars des États-Unis...

Le Gouvernement ougandais affirme qu'il ne soutient ni ne permet la contrebande d'or provenant de l'est de la RDC. L'Ouganda est signataire de la Déclaration sur la lutte contre l'exploitation illégale des ressources naturelles dans la région des Grands Lacs que les chefs d'État et de gouvernement des États

membres de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs ont adoptée en 2010 et du Protocole sur la lutte contre l'exploitation illégale des ressources naturelles. Conformément à la Déclaration, l'Ouganda a mis en place les six outils de lutte contre l'exploitation illégale et le trafic des ressources naturelles, notamment le mécanisme régional de codification et de traçabilité. Par conséquent, l'Ouganda ne tolère pas que son territoire soit utilisé pour sortir de l'or en contrebande de la RDC ou de tout autre pays. Chaque trimestre, il remet ses données sur les minerais qui entrent sur son territoire et qui en sortent au secrétariat de la Conférence. Ces données ont d'ailleurs été communiquées au Groupe d'experts.

### **Allégations figurant dans le corps du rapport**

On trouvera dans cette partie les réponses du Gouvernement ougandais aux allégations faites dans le rapport lui-même.

Au paragraphe 4 (qui s'appuie sur l'annexe 6), on lit :

Le M23 est soutenu à la fois par le Rwanda et des individus gravitant au sein du Gouvernement ougandais... Les fonctionnaires ougandais, pour leur part, lui apportent un concours moins visible, en permettant à sa branche politique d'opérer à partir de Kampala, et en dynamisant ses relations extérieures. L'appui des officiers des forces armées ougandaises, bien que restreint, s'est révélé décisif pour la prise des principales agglomérations du Rutshuru.

Le Gouvernement ougandais dément catégoriquement avoir coopéré avec le Rwanda ou tout autre État pour appuyer la création et l'expansion de la branche politique du M23. De plus, l'Ouganda n'a en aucune façon pris la défense des rebelles. Aucun membre du M23 sous le coup de sanctions ne réside ni ne se rend régulièrement en Ouganda à la connaissance du Gouvernement ougandais. Il est établi que le Gouvernement ougandais et le M23 ne communiquent que dans le cadre des initiatives de médiation entre le Mouvement et le Gouvernement congolais lancées à la demande du Secrétaire général, du Président de la RDC et du Sommet de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs. Par ailleurs, aucun des membres du M23 avec lesquels le Gouvernement ougandais a correspondu ne sont soumis à des sanctions.

Au paragraphe 5, on lit ce qui suit :

Depuis juillet 2012, la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs a pris une série d'initiatives en vue de régler le conflit qui se déroule dans l'est de la RDC. C'est ainsi qu'elle a, le 16 août 2012, mandaté le Président ougandais, M. Yoweri Museveni, pour faire connaître au M23 les conclusions de sa réunion : arrêt des hostilités de la part des rebelles, abandon de la zone frontalière par le M23, et retrait de ses troupes vers les positions initiales (annexe 6). Or, près de deux mois plus tard, et alors que la Conférence poursuit ses efforts, le M23 consolide ses positions et gagne du terrain avec l'aide de groupes armés alliés ainsi qu'avec l'appui des Forces de défense rwandaises et des forces armées ougandaises.

Le Gouvernement ougandais nie catégoriquement cette allégation et affirme que les forces armées ougandaises n'ont jamais appuyé le M23. Comme il l'a expliqué plus haut, l'Ouganda a respecté toutes les résolutions du Conseil de sécurité sur la République démocratique du Congo et a entrepris de régler ses

problèmes de sécurité liés à la RDC par la coopération bilatérale et par des initiatives régionales.

En outre, les forces armées ougandaises n'ont pas appuyé le M23 de concert avec les forces de défense rwandaises comme le prétend le rapport. C'est dans le cadre de la Commission mixte permanente que les officiers ougandais communiquent avec leurs homologues rwandais et les rencontrent régulièrement. C'est dans ce cadre que le général de brigade Patrick Kankiriho se réunit avec son homologue, le général de division Alex Kagame des forces de défense rwandaises. Ces réunions ont lieu en toute transparence et les décisions qui y sont prises sont publiées par les médias. Cela n'a rien à voir avec la fourniture d'un appui au M23. Il est édifiant que le rapport ne fournisse aucune preuve tangible de la prétendue planification conjointe des opérations d'appui au M23, ni n'indique par exemple où ces activités de planification auraient eu lieu ou la façon dont elles auraient été organisées ou les personnes qui seraient impliquées.

Il est étrange que le Groupe d'experts ait pris acte du mandat de l'Ouganda, en tant que Président de la Conférence, dans la médiation entre le Gouvernement congolais et le M23, et qu'il reproche malgré tout au Gouvernement ougandais d'avoir eu des contacts avec des éléments du M23 et de leur avoir permis de se rendre en Ouganda.

Aux paragraphes 35 à 43, sous le titre « Appui du Gouvernement ougandais au M23 », on peut lire que l'Ouganda aurait soutenu le M23 en lui fournissant des renforts et en lui livrant des armes.

Au paragraphe 35 (annexe 25 à l'appui), le Groupe d'experts affirme :

L'appui du Gouvernement ougandais au M23 n'est pas aussi intense que celui fourni par le Gouvernement rwandais. Il n'en reste pas moins que des réseaux au sein du Gouvernement ougandais ont aidé le M23 en facilitant les activités politiques et militaires de ses membres lors de leur installation à Kampala et en lui prêtant une assistance technique, des conseils d'ordre politique et un soutien militaire. Des commandants de l'armée ougandaise ont envoyé des troupes et des armes en renfort lors de certaines opérations du M23, et ils l'ont aidé à recruter des hommes et à se procurer des armes en Ouganda. Les responsables ougandais ont par ailleurs entériné la politique du « laissez-faire », ce qui a permis aux autorités militaires et civiles de coopérer avec le M23 en faisant valoir des relations personnelles avec les forces de défense rwandaises ou les rebelles. Des officiers ougandais de haut rang coopèrent également avec Bosco Ntaganda, lequel est autorisé à se rendre à Kampala, où il a acheté une maison, en violation de l'interdiction de voyager et du gel des avoirs. Dans une communication officielle au Comité, les avocats retenus par le Gouvernement rwandais font état d'un appui au M23 à partir du territoire ougandais (annexe 25).

L'Ouganda nie catégoriquement cette allégation. Ses représentants n'ont pas aidé le M23 en lui permettant d'avoir une présence permanente à Kampala ou en lui fournissant un appui technique, des conseils d'ordre politique et un soutien militaire et, comme il est écrit ailleurs dans le présent document, le Groupe d'experts ne fournit aucune preuve pour étayer ces affirmations. En outre, le Gouvernement ougandais n'est pas au courant que Ntaganda se soit jamais rendu en Ouganda ou qu'il y possède une résidence. Si le Groupe d'experts a des informations précises sur

cette résidence, l'Ouganda serait ravi de les connaître afin de prendre les mesures qui s'imposent. Selon le Statut de Rome de la Cour pénale internationale, si c'était le cas, l'Ouganda serait obligé de l'arrêter et de le déférer à la Cour.

L'Ouganda a une armée nationale professionnelle qui est soumise à une hiérarchie claire et un système de contrôle qui ne permettent pas à un individu d'échanger des armes comme bon lui semble, ainsi que le suggère le rapport. Une simple vérification aurait permis au Groupe d'experts d'apprendre que chaque unité de cette armée doit retourner chaque mois armes et munitions au quartier général. Par conséquent, l'idée d'une politique de « laissez-faire » est inconsistante.

L'annexe 25, qui est présentée par le Groupe d'experts comme une preuve que l'Ouganda appuie le M23 puisque, comme le dit le rapport, « dans une communication officielle au Comité, les avocats retenus par le Gouvernement rwandais font état d'un appui au M23 à partir du territoire ougandais », n'a aucune valeur puisqu'elle ne se fonde que sur des ouï-dire, même s'ils sont réellement attribuables à des avocats. De plus, elle reprend un élément de preuve qu'auraient présenté des avocats au service du Gouvernement rwandais. Et des avocats au service du Rwanda sont-ils compétents pour prouver l'appui soi-disant fourni par le Gouvernement ougandais au M23?

Au paragraphe 36, on lit :

Des membres des forces armées ougandaises apportent un soutien actif au M23 en territoire congolais, aux côtés des forces armées rwandaises. Ceci a été confirmé par trois agents de renseignement ougandais, deux diplomates en poste à Kampala et des membres des autorités et responsables locaux ougandais et congolais.

Le Gouvernement ougandais affirme que cette allégation n'est pas fondée et n'est étayée par aucune preuve. L'Ouganda soutient que la véracité d'une allégation de cette gravité ne peut être vérifiée sans divulguer les identités des agents de renseignement et des responsables locaux ougandais mentionnés. En outre, le Groupe d'experts ne dit pas quelle sorte de « confirmation » il a obtenu de ces prétendues sources.

Au paragraphe 37, il est écrit :

Trois responsables et un dirigeant local ougandais ainsi que des cadres du M23 ont informé le Groupe d'experts que les forces armées ougandaises ont, durant le mois de juillet, envoyé en RDC des soldats du quartier général de la Division occidentale à Mbarara et du camp de Kisoro en les faisant transiter par les camps (de Muramba et Muhanguzi) situés près de la frontière. Pour faciliter l'arrivée de ces renforts, le M23 a installé des agents aux postes frontière de Bunagana et Kitagoma. Lorsqu'il s'est rendu à Kitagoma en août 2012, le Groupe a pu observer que le M23 contrôlait le poste frontière du côté congolais, tandis que celui du côté ougandais demeurait inoccupé (annexe 26).

Cette allégation est totalement fautive. Tout d'abord, il n'existe pas de lieu nommé Muhanguzi dans le Kisoro. Les forces armées ougandaises ne peuvent donc pas être déployées dans un endroit qui n'existe pas. Cela montre que le Groupe d'experts est loin des réalités du terrain et se fie à des sources douteuses. De plus, la preuve fournie (annexe 26) est une photo d'un lieu vide qui, à l'évidence, n'atteste

pas du déploiement ou du regroupement des forces armées ougandaises dans cet endroit.

En outre, le Groupe d'experts semble oublier que la frontière entre l'Ouganda et la RDC mesure 765 kilomètres. Les points de contrôle de la frontière sont Bunagana, Butogota, Ishasha, Mpondwe, Goli et Vurra, et sont principalement situés sur les quelques routes reliant l'Ouganda à la RDC. Ils ont pour vocation de contrôler les échanges et les douanes. Ailleurs, plusieurs points de passage de la frontière non surveillés sont utilisés par les groupes locaux qui vivent de part et d'autre de la frontière dans cette région, comme les locuteurs kinyarwanda dans le district ougandais de Kisoro et leurs frères du territoire congolais du Rutshuru, les locuteurs kinande et kikongo du district ougandais de Kasese et leurs parents du Nord-Kivu (Beni, Butembo, Goma), les Bamba de Bundibugyo (Ouganda), etc. En aucun cas une photographie d'un de ces nombreux points de passage non surveillés ne constitue la preuve d'une assistance militaire de l'Ouganda au M23.

Pour ce qui est des représentants du Gouvernement, du responsable local et des cadres du M23 qui auraient témoigné, l'Ouganda aimerait encore souligner que leur identité n'a pas été divulguée, donc leur témoignage ne peut servir de preuve puisqu'il ne peut être vérifié.

Au paragraphe 38, le rapport stipule :

Des commandants des forces armées de la République démocratique du Congo sur le terrain ainsi que des officiers et anciens officiers du M23 ont informé le Groupe d'experts qu'en juillet 2012, une unité composée de quelque 600 hommes de l'armée ougandaise était présente à Busanza (RDC) en prévision d'attaques au Rutshuru. Selon eux, des soldats ougandais sont venus en renfort des hommes des forces armées rwandaises déjà sur place et ont constitué avec eux une « brigade mixte », dont les effectifs dépassaient ceux du M23. Au cours de cette période, un ancien soldat du M23 a surpris une conversation radio entre des commandants des forces armées ougandaises et du M23, à l'aide d'un émetteur-récepteur ordinaire. Les officiers discutaient de l'opportunité de « décentraliser les deux Kivu ». Le Groupe d'experts a obtenu copie de cette conversation interceptée et a constaté qu'il s'agissait d'une discussion entre des officiers ougandais, des officiers rwandais et des responsables du M23 (annexe 27).

Il est absolument faux que les forces armées ougandaises ont déployé en RDC une unité de 600 soldats pour préparer des attaques du M23 dans le Rutshuru. En réalité, le 7 juillet 2012, plus de 600 soldats congolais mis en déroute par le M23 ont fui avec leurs armes en Ouganda, où ils ont été bien reçus par l'armée ougandaise. Les blessés ont été soignés. Le 11 juillet 2012, ils ont tous été rapatriés en RDC par des camions de l'armée ougandaise qui sont partis de Kisoro pour rallier un point de passage de la frontière plus sûr vers Kasindi, et ils ont été remis au commandant de secteur de l'armée congolaise (FARDC), le colonel Eric Ruhorimbere, par le commissaire résident du district en présence du commandant de la 2<sup>e</sup> division, le général de brigade Patrick Kankiriho, de l'Ambassadeur de la RDC en Ouganda, Charles Oketo-Lolakombe, et d'un représentant du bureau de l'ONU à Kampala, Saleh Mahboob. Ce transfert a été effectué en public et relaté par les médias locaux et internationaux, et un rapport contresigné par toutes les parties concernées a été rédigé (voir pièce jointe 2). Il est à la fois malheureux et absurde que cet événement ait été interprété comme un appui militaire de l'Ouganda au M23.



En outre, les forces armées ougandaises n'utilisent pas de radios commerciales, et le concept de « décentralisation des deux Kivus » demeure mystérieux pour l'armée ougandaise. Quoiqu'il en soit, il convient d'analyser techniquement les conversations radio interceptées afin d'identifier la langue employée, les fréquences et les dates de communication pour attester leur authenticité.

Au paragraphe 39, les auteurs du rapport affirment également :

D'anciens soldats du M23, des responsables locaux ainsi que des villageois ont pu facilement reconnaître les soldats ougandais à leurs uniformes, ainsi qu'à leurs bottes et à leur matériel militaire. Les soldats des forces armées ougandaises parlent anglais, kiganda, kinyankole ou swahili, tandis que les Rwandais s'expriment en kinyarwanda, les rebelles mélangent le kinyarwanda et le swahili.

Ceci est tout simplement faux. Pourquoi des soldats de l'armée ougandaise pénétreraient-ils illégalement sur le territoire de la RDC en uniforme, en arborant le drapeau ougandais? Les langues de communication officielles au sein des forces armées ougandaises sont le swahili et l'anglais et non le kiganda ou le kinyankole, comme le prétend le rapport. Cet exemple montre que le Groupe d'experts se fonde sur des sources douteuses.

Au paragraphe 41, il est écrit :

Le Groupe d'experts a interrogé un soldat ougandais arrêté en RDC, qui a déclaré qu'après avoir suivi une instruction militaire à Masaka, en Ouganda, ses chefs l'ont envoyé se battre en RDC aux côtés de trois unités de 75 soldats expérimentés et d'autres hommes récemment recrutés. Deux anciens soldats du M23 ayant combattu aux côtés des forces armées ougandaises ont déclaré que certains des soldats ougandais étaient expérimentés, mais que d'autres venaient tout juste de recevoir une instruction de base. Le Groupe d'experts a par deux fois interrogé un autre Ougandais capturé par les forces armées de la République démocratique du Congo au Rutshuru, qui a chaque fois refusé de révéler autre chose que son nom et son appartenance aux forces armées ougandaises.

Cette allégation est totalement fautive. Tout d'abord, en ce qui concerne le premier soldat de l'armée ougandaise qui aurait été capturé, la vérité est qu'il n'existe pas de camp d'entraînement à Masaka, où il prétend avoir reçu une instruction militaire. Ensuite, le Groupe d'experts ne fournit pas le nom de ce soldat, son numéro de matricule et ne donne aucune précision concernant son unité en Ouganda pour étayer ses affirmations. Il en va de même pour l'autre soldat.

Au paragraphe 42, on peut lire :

... que des hommes des forces armées ougandaises et du M23 avaient transporté des blessés à l'hôpital militaire de Mbarara en Ouganda.

À aucun moment des blessés du M23 n'ont été évacués vers un hôpital ougandais. Les seuls blessés qui ont été soignés par l'armée ougandaise sont ceux qui se trouvaient parmi les 600 soldats des forces armées de la RDC qui avaient fui en Ouganda le 7 juillet 2012. Trois d'entre eux ont été traités à l'hôpital de Mutolere et 13 autres dans des hôpitaux à Kisoro.

Les seuls soldats du M23 que l'armée ougandaise a transportés à Mbarara sont les neuf soldats qui ont fui en Ouganda le 9 avril 2012, après avoir été mis en déroute par l'armée congolaise. Ils ont ultérieurement été transportés à Kampala où ils demeurent détenus par l'armée ougandaise en attendant qu'une décision soit prise à leur sujet. Le Gouvernement de la RDC et la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) en ont été informés officiellement.

Au paragraphe 43, qui porte sur l'achat d'armes et de munitions par le M23 auprès des commandants de l'armée ougandaise, on lit :

... les cartouches de 7,62 mm récupérées après l'attaque perpétrée par le M23 en juillet 2012 sont couramment utilisées en Ouganda et ne figurent pas dans les stocks des FARDC... (annexe 29).

Cette allégation est fausse et dénuée de fondement. L'armée ougandaise n'a jamais fourni d'armes au M23. Le rapport fait état d'une gestion anarchique des stocks de l'armée dans la mesure où des armes, des munitions, y compris des armes portatives, peuvent être obtenues et disséminées par n'importe qui. L'Ouganda a signé les protocoles régionaux et internationaux relatifs à la lutte contre les armes légères et de petit calibre. L'armée ougandaise a mis en place des mécanismes pour appliquer ces instruments et notamment pour procéder au marquage de toutes les armes détenues par ses services de sécurité et détruire les stocks excédentaires. L'affirmation selon laquelle des commandants de l'armée ougandaise pourraient enfreindre les règles est tout simplement absurde.

Même si la caisse en question portait les inscriptions du Ministère ougandais de la défense, comme indiqué à l'annexe 27, et si ces inscriptions étaient correctes, elle pourrait tout aussi bien provenir des opérations militaires menées par l'Ouganda de 1997 jusqu'à récemment, en 2012, lorsqu'il a lancé des opérations conjointes avec la RDC contre l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) en particulier à Dungu (Province orientale). Dans toutes ces opérations, les armées ougandaise et congolaise utilisaient les mêmes types d'armes et partageaient parfois les munitions. Il ne serait donc pas surprenant de trouver une caisse de munitions vide ou des cartouches appartenant au Ministère ougandais de la défense en RDC.

Qui plus est, le rapport signé par les Gouvernements congolais et ougandais le 11 juillet 2012 confirme l'assortiment d'armes et de munitions remises aux autorités de la RDC, à savoir : 618 pistolets mitrailleurs; 42 roquettes, 29 pièces de roquette, 38 détonateurs; 42 mitrailleuses PK; 10 mortiers de 60 mm; 1 canon sans recul de 75mm; 1 lance-grenades; 2 pièces de mortier de 82 mm; 2 pièces de mitrailleuse de 12,7 mm; 1 boîte de munitions pour mitrailleuse anti-aérienne de 12,7 mm. Il est évident que les armes mentionnées à maintes reprises dans le rapport ne sont pas différentes de celles de l'arsenal des forces armées de la RDC.

On devrait plutôt se demander si quelqu'un a assisté à la livraison de ces armes. Pour ajouter à la confusion, les auteurs du rapport affirment que ces armes provenaient du Soudan du Sud. Une question se pose : pourquoi ces armes devraient-elles venir du Soudan du Sud si l'Ouganda voulait fournir des armes aux rebelles du M23? Pourquoi n'a-t-il pas pris ces armes dans son propre stock? Certains de ces types d'armes et de calibres n'ont assurément jamais été utilisés en Ouganda. D'après nos sources de renseignement, en juillet 2012, les rebelles du M23 ont saisi le même type de matériel aux FARDC lors d'escarmouches.

Par ailleurs, l'affirmation selon laquelle le M23 aurait reçu « des mains de soldats ougandais plusieurs caisses de munitions pour fusils d'assaut AK-47 et mitraillettes », comme l'annexe 28 semble l'indiquer, n'est pas vraie. Comme cela a déjà été dit, la caisse qui aurait été trouvée au domicile du colonel Makenga à Bukavu ne constitue pas une preuve. Même si celle qui est photographiée semble porter une inscription du Ministère ougandais de la défense, rien ne prouve qu'elle a été prise dans l'endroit indiqué dans le rapport, ni que l'armée ougandaise a livré des munitions au M23.

On notera que les soldats du M23 sont des mutins de l'armée congolaise et on peut conclure en toute logique qu'ils se sont enfuis en emportant les armes et les munitions fournies par cette armée.

Aux paragraphes 44, 45, 46 et 47, les auteurs du rapport affirment :

Les cadres du M23 ont mené des opérations de recrutement en Ouganda avec l'aide des autorités ougandaises et parmi ceux qui participent au recrutement, le rapport cite le commissaire résident du district de Kisoro, Milton Bazanye, son allié Wiberforce Nkundizana et un officier des forces armées ougandaises.

Ces affirmations sont fausses. Le Gouvernement ougandais exige que le Groupe d'experts fournisse des preuves concernant les personnes qui sont citées dans le rapport.

Au paragraphe 48, ils ajoutent :

La branche politique du M23 s'est constituée à Kampala. Des politiciens, des membres du M23 et des agents de renseignement ont indiqué au Groupe d'experts que la délégation du M23 conduite par Runiga s'était rendue à Kampala en août 2012 avant la tenue du premier sommet de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs destiné à mettre fin au conflit.

Au paragraphe 49, ils soutiennent que :

Depuis le lancement de cette initiative régionale, des membres du M23 se rendent fréquemment à Kampala et le Mouvement y a ouvert un bureau.

Le premier sommet de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs destiné à résoudre le conflit dans l'est de la RDC s'est tenu le 15 juillet 2012 à Addis-Abeba (Éthiopie) sous l'égide du Président ougandais. Les Présidents de la RDC et du Rwanda et d'autres représentants et fonctionnaires de haut rang ont assisté au sommet. Par la suite, le Gouvernement de la RDC a prié son homologue ougandais de convaincre le M23 de cesser les hostilités et de faciliter l'instauration d'un dialogue avec les rebelles. Le 6 août 2012, en réponse à la demande faite par le Gouvernement de la RDC à l'Ouganda pour qu'il joue un rôle de médiateur dans la crise, une délégation de haut niveau du Gouvernement de la RDC a fourni les noms de membres du M23. Dans les deux mois suivant la tenue du premier sommet, le Gouvernement ougandais a accueilli trois sommets extraordinaires à Kampala, dont les textes finals ont été communiqués au Conseil de sécurité et à l'ensemble des États Membres de l'ONU. Le Secrétaire général était représenté à un niveau élevé à toutes ces réunions, que l'Ouganda a organisées à ses propres frais.

Lors de la réunion de haut niveau sur la RDC, organisée par le Secrétaire général, le 27 septembre 2012 à New York, dans son allocution, le Vice-Président de l'Ouganda a déclaré que « L'Ouganda, en sa qualité de président de la Conférence

internationale sur la région des Grands Lacs et dans le cadre des efforts visant à résoudre la crise dans l'est de la RDC, avait eu des contacts avec le M23 ».

Il ressort clairement de ce qui précède que les parties prenantes sont au courant des échanges entre le Gouvernement ougandais et le M23, puisque ces contacts ont été établis à la demande du Gouvernement de la RDC et du Secrétaire général dans le cadre de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs. Il est donc malhonnête de la part du Groupe d'experts d'affirmer que « lors de sa deuxième visite officielle à Kampala, le Gouvernement a nié que des membres du M23 sont venus en Ouganda ». Ces affirmations sont dénuées de bon sens.

La résidence qui appartiendrait au M23 à Kampala, d'après l'annexe 31 du rapport, n'est pas connue des autorités ougandaises. Lorsque des membres du M23 viennent à Kampala pour dialoguer dans le cadre des initiatives de paix régionales lancées sous les auspices de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, ils restent dans des hôtels. Le Gouvernement ougandais ignore que des membres du M23 résident dans des maisons en location, à Munyonyo ou ailleurs. De plus, étant donné que ni la rue ni le numéro de la résidence à Munyonyo, que le Groupe d'experts a visitée à des fins de vérification, ne sont indiqués dans le rapport, cette information est impossible à vérifier. Cela étant, beaucoup de Congolais vivent en Ouganda à cause de l'instabilité qui règne en RDC mais aussi par choix. Si certains Congolais résidant à Munyonyo ont mené des activités portant atteinte à la sécurité de la RDC, il est possible que le Gouvernement ougandais n'en sache rien tant que le Gouvernement de la RDC n'a pas émis de plainte pour des raisons de sécurité. Le Gouvernement ougandais n'a pas reçu de plainte du Gouvernement de la RDC à ce sujet, si tant est que les dirigeants du M23 incriminés se trouvent sur son territoire. Il est incompréhensible que le Groupe d'experts présente ce fait comme un facteur accablant pour l'Ouganda. L'hospitalité que l'Ouganda offre à ses frères et sœurs africains ne saurait être considérée comme un délit.

Force est de noter que le Groupe d'experts n'a pas évoqué les dizaines de milliers de Congolais qui se trouvent dans le camp de réfugiés de Kyaaka, à Kisoro, et dans d'autres camps, dont certains depuis le conflit qui a éclaté en RDC en 1964. Et, curieusement, il ne s'est pas intéressé aux centaines de terroristes armés de l'Alliance des forces démocratiques qui résident de manière permanente dans la région de l'Ituri, en RDC.

De même, les photos figurant à l'annexe 45, qui concernent les voyages qu'aurait effectués un certain Roger Lumbala entre le Burundi, le Rwanda et l'Ouganda, n'ont aucune valeur de preuve. Tout d'abord, les autorités ougandaises qui surveillent les postes frontière ne pourraient en aucun cas savoir qui est Roger Lumbala, ni quels liens il entretient avec le M23. Ensuite, si un visa ougandais lui a jamais été délivré, ce devait être sur la base de son passeport congolais, comme il en va pour tout autre citoyen de la RDC. En tout état de cause, la possession d'un visa ougandais ne prouve pas que cet individu s'est rendu en Ouganda, comme l'attestent ses propres dénégations, rapportées par le Groupe d'experts.

Au paragraphe 50, on lit :

Les cadres du M23 qui se trouvent à Kampala rencontrent régulièrement des militaires de haut rang et des hauts responsables ougandais. Ainsi, un officier des forces armées ougandaises, un membre de la société civile ougandaise,

plusieurs politiciens ougandais, des agents de renseignement et des diplomates, ainsi que d'anciens officiers des forces armées rwandaises ont informé le Groupe d'experts que des représentants du M23 avaient rencontré le général Salim Saleh, conseiller militaire du Président, ainsi que le général Kale Kayihura, chef de la police ougandaise. Trois cadres et trois collaborateurs du M23 ont reconnu avoir eu des échanges hebdomadaires avec ces hauts responsables. Des dirigeants du M23 et des responsables ougandais ont indiqué que les commandants des forces armées ougandaises offraient une assistance technique aux rebelles, les conseillaient sur le plan politique, planifiaient avec eux des opérations et coordonnaient l'appui militaire au Mouvement. Lors de la deuxième visite du Groupe d'experts à Kampala, le Gouvernement ougandais a démenti que des membres du M23 se soient jamais rendus en Ouganda...

Il s'agit là d'une pure invention, puisque le chef de la police, le général Kale Kayihura, n'a jamais rencontré de cadres du M23 à Kampala ou ailleurs, ni chargé un officier placé sous son commandement d'entrer en contact avec des cadres ou rebelles du M23, de les rencontrer ou de les aider de quelque manière. Où sont les preuves venant corroborer ces affirmations? Le général Kale Kayihura a collaboré étroitement avec son homologue en RDC au renforcement de la coopération bilatérale entre les deux polices, notamment, dans le domaine du renforcement des capacités, et a fréquemment échangé des informations avec celui-ci. Des délégations de policiers se rendent dans l'un et l'autre pays dans le cadre de cette coopération, une équipe de formateurs de la police congolaise s'étant récemment rendue en Ouganda, en compagnie d'experts internationaux, pour y évaluer le matériel et les moyens de formation.

Il est tout aussi faux, absurde et malveillant d'affirmer que le général Salim Saleh a eu des rencontres hebdomadaires avec des rebelles du M23, qu'il est le principal responsable du soutien apporté aux rebelles par les forces armées ougandaises et qu'il a cherché à réconcilier Nyamwisi et Kakolele en vue d'établir un commandement unifié du M23 pour le territoire de Beni. Le général Saleh, qui est d'ailleurs retraité et n'exerce donc aucun contrôle sur les militaires et les opérations de l'armée, n'a jamais eu aucun contact avec des rebelles du M23 et n'a pas tenté de négocier des accords entre des acteurs militaires se trouvant dans l'est de la RDC.

Il en va de même pour l'affirmation selon laquelle le lieutenant-colonel Mawa Muhindo, commissaire résident du district de Kasese, aurait rencontré des rebelles du M23 en vue de leur fournir une aide financière et militaire. Tout d'abord, le lieutenant-colonel Muhindo n'est pas le commissaire résident du district de Kasese, comme le prétend le Groupe d'experts. Il préside le Conseil local de ce district, un poste à caractère purement civil. On peut se demander pourquoi il participerait à une rébellion dans un pays étranger. Si le Groupe d'experts ne s'est pas donné la peine de vérifier des informations qui reviennent à maintes reprises dans le rapport, comment peut-on accepter ces conclusions?

Ces allégations fallacieuses, tout comme les autres, soulèvent des questions quant aux motifs et à la compétence de leurs auteurs.

Aux paragraphes 51, 52, 53, 54 et 55, il est écrit :

Deux cadres et deux anciens officiers du M23, un officier des forces de défense ougandaises, un ancien officier des FDR, un homme d'affaires établi à Kampala et un diplomate ont dit au Groupe d'experts que...

Ces allégations concernant notamment de supposés contacts avec Bosco Ntaganda sont fausses. Nous avons déjà fait observer que le général de brigade Patrick Kankiriho a accueilli des soldats de l'armée congolaise ayant fui en Ouganda en juillet 2012 et qu'il était chargé de veiller à ce qu'ils soient protégés, nourris, soignés et rapatriés. Le simple bon sens voudrait que les soldats des FARDC n'aient pas fui en Ouganda avec leurs armes pour rejoindre l'armée ougandaise s'ils savaient ou s'ils soupçonnaient que celle-ci soutenait le M23. Le fait qu'ils se sont livrés aux unités de l'armée ougandaise est instructif et montre que cela ne leur posait pas de problème.

Au paragraphe 53, on lit :

Un responsable ougandais, un dirigeant local basé en Ouganda, ainsi qu'un cadre et trois anciens officiers du M23 ont déclaré au Groupe d'experts qu'avant les opérations menées par le M23, Makenga s'était rendu à Kisoro pour y rencontrer des officiers des forces armées ougandaises. Quatre responsables ougandais et deux représentants des forces armées ougandaises ont déclaré que le commandant Charles Mukasa, chef du 63<sup>e</sup> bataillon stationné à Kisoro, était chargé de coordonner, au plan local, l'appui au M23. Un membre de la société civile ougandaise et deux cadres du M23 affirment, comme cela est dit dans un rapport des services de contre-espionnage, que le général Patrick Kankiriho, commandant de la Division occidentale, a supervisé l'appui militaire au M23 et donné des ordres à Mukasa (annexe 32).

À l'annexe 32, qui serait tirée d'un rapport des services de contre-espionnage de l'armée ougandaise, les types et calibres des armes et munitions qui auraient été fournies au M23 par l'armée ougandaise sont indiqués. Il ne fait aucun doute que ce texte n'est que pure invention. Logiquement, un subalterne n'adresserait pas un rapport à ses supérieurs qui sont justement accusés de commettre des faits internationalement illicites. En tout état de cause, un rapport des services de contre-espionnage est par définition un document interne rédigé par un officier à l'attention de ses supérieurs concernant certains faits illicites commis à l'intérieur du système. On peut se demander qui serait l'utilisateur de ce rapport des services de contre-espionnage qui implique le commandant en chef (le Président) et toute la chaîne hiérarchique, lesquels sont les éventuels destinataires du rapport. De plus, alors que le rapport porte la mention « confidentiel », le langage utilisé indique qu'il s'agit de propos rapportés. Cela n'est pas logique, car des propos rapportés ne peuvent pas figurer dans des documents confidentiels. De plus, s'il s'agissait d'un document classifié comme on le prétend, il devrait être scellé et porter un titre et le logo du service, ainsi que le nom du destinataire et la date à laquelle il a été rédigé pour indiquer son caractère confidentiel. De surcroît, il est clair, d'après la construction et la présentation des phrases, que l'auteur de ce faux document n'était pas une personne ayant appris l'anglais à l'école, ce qui donne à penser qu'il n'est pas ougandais (aucun Ougandais ne se réfère au Président ou au Chef des forces armées dans un document officiel sous la dénomination de « boss »).

Même si les personnes et les endroits mentionnés existent et si ces personnes servent dans les rangs de l'armée ougandaise ou travaillent dans les services de renseignement, ces allégations sont fausses. Ainsi, l'Institut de formation Bihanga dans le district d'Ibanda est un centre international d'entraînement pour l'armée nationale éthiopienne depuis 2008, qui bénéficie d'un appui du Gouvernement américain et de l'Union européenne. Les instructeurs qui y sont détachés par l'Union européenne auraient détecté la présence de recrues du M23 si cela avait été le cas.

Le général Aronda Nyakairima, Chef des forces de défense ougandaises, et le général de brigade Charles Bakahumura, Chef des services de renseignement, qui ont été cités comme fournissant un appui au M23, n'ont jamais été impliqués dans de telles activités, si ce n'est qu'ils ont contribué à mettre en œuvre les mécanismes créés dans le cadre de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs. Le Chef des forces de défense ougandaises, en particulier, et le Chef des services de renseignement ont collaboré avec le Ministre ougandais de la défense, Crispus Kiyonga, pour faciliter la mise en œuvre de ces mécanismes, qui sont coordonnés par l'Ouganda en qualité de Président de la Conférence. Le Directeur général de l'Organisation de la sécurité interne, le colonel Ronnie Balya, ne connaît par le prétendu colonel Budwe ni d'autre dirigeant ou cadre du M23 et n'a jamais eu de contacts avec ceux-ci, contrairement à ce qui est affirmé à l'annexe 32 au rapport qui, comme le soutient le Gouvernement ougandais, est une pure invention.

De plus, l'armée ougandaise n'a jamais reçu d'armes du Soudan du Sud et n'en a pas besoin pour aider le M23. Cela a été inventé de toutes pièces pour calomnier l'Ouganda.

Par ailleurs, le fait de divulguer les noms de hauts fonctionnaires, de militaires ou de policiers ougandais comme, par exemple, le général Yoweri Museveni, le général Aronda Nyakairima, le général Salim Saleh, le général de corps d'armée Kale Kayihura, le général de brigade Patrick Kankiriho, le général de brigade Charles Bakahumura, le colonel Ronnie Balya, le commandant Mukasa, le chef adjoint de la police, John Ngaruye Ndungutse, etc. et d'incriminer certaines formations de l'armée ougandaise telles que la 2<sup>e</sup> division, ainsi que de les mentionner dans un rapport portant sur les problèmes politiques et de sécurité en RDC vise à détourner l'attention. On devrait plutôt se demander comment il se fait qu'ils sont impliqués dans les problèmes de la RDC en dehors du mandat régional qui consiste à aider ce pays à résoudre la crise dans l'est du pays.

Le Groupe d'experts n'a rien découvert lorsqu'il dit que le général de brigade Kankiriho obéit au Président Museveni et au général Aronda, car cela est prévu par la Constitution de la République de l'Ouganda. On devrait se demander où sont consignés les ordres donnés par le Président Museveni ou le général Aronda ou par les deux au général Kankiriho pour qu'il intervienne en RDC aux côtés des rebelles du M23 de la manière dont le prétend le Groupe d'experts dans son rapport.

De plus, l'allégation selon laquelle le général Kankiriho recevrait une aide du général Kale Kayihura est dénuée de toute logique.

Au paragraphe 54, le rapport affirme :

Selon un responsable ougandais, un diplomate en poste à Kampala et un membre d'un groupe armé résidant en Ouganda, le général Kayihura a rencontré des représentants des rebelles à Kisoro en mai et juillet 2012 et il

dépêchait souvent à Kisoro son adjoint, John Ngaruye Ndungutse, chargé des opérations antiterroristes, pour organiser l'appui aux rebelles,

Il s'agit là d'une autre pure invention. Une vérification des faits aurait permis au Groupe d'experts d'établir que le général Kayihura ne se trouvait pas à Kisoro en juillet 2012 et qu'il n'a pas tenu de réunion le 12 mai 2012, comme celui-ci l'affirme. De plus, ce n'est pas John Ndungutse qui est le chef adjoint de la police, mais John Martin Okoth Ochola. John Ndungutse est Sous-Inspecteur général de la police et se trouve à la tête de la Direction de la lutte antiterroriste. Il se rendait à Kisoro pour des raisons professionnelles comme en mai 2012, où il est venu assister à une réunion sur la gestion des catastrophes à l'échelle du district, à laquelle participaient des représentants du HCR. Il ne se trouvait pas à Kisoro en juillet 2012, comme le prétend le Groupe d'experts.

Au paragraphe 111, il affirme en outre :

Les autorités ougandaises ont déclaré au Groupe d'experts qu'un bataillon des forces armées ougandaises, dont le quartier général se trouve dans le massif du Rwenzori, pénètre régulièrement au Congo pour y reconnaître les positions de l'AFD dans le territoire de Beni.

Cette affirmation est fausse. L'utilisation de sources anonymes est une caractéristique du rapport. La présence de forces négatives dans la région, notamment de l'AFD, n'est un secret pour personne. Les armées ougandaise et congolaise ont décidé dans le cadre d'un accord bilatéral d'affecter des officiers de liaison dans les zones situées de part et d'autre de la frontière entre la RDC et l'Ouganda afin qu'ils signalent toutes violations menaçant la sécurité de la frontière.

Les autorités de la RDC n'ont pas signalé ces incidents à l'Ouganda, c'est le Groupe d'experts qui fait état de ces activités.

### **Recommandations figurant dans le rapport**

Le rapport oublie de mentionner des informations importantes concernant les initiatives en cours dans le cadre de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, notamment les discussions sur la mise en service du Mécanisme conjoint élargi de vérification pour l'est de la RDC, qui sont utiles pour faciliter la mise en application des résolutions du Conseil de sécurité relatives à ce pays.

À l'issue des réunions des experts militaires de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, un rapport a été soumis aux ministres de la défense, réunis les 25 et 26 octobre 2012 à Goma. Ce rapport, qui définit les conditions à réunir et les moyens à mettre en œuvre pour faciliter la mise en service du Mécanisme conjoint de vérification, sera examiné au prochain sommet de la Conférence. Il est donc surprenant que le rapport qui a été divulgué aux médias contienne des recommandations sur les conditions à réunir pour mettre en service ce Mécanisme.

### **Observations**

On assiste à un resserrement des relations entre la RDC et l'Ouganda, qui étaient déjà cordiales, à la faveur de la création de mécanismes bilatéraux et régionaux tels que la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs. Les relations bilatérales se sont caractérisées par des contacts réguliers à différents



niveaux, y compris au niveau des chefs d'État, des ministres des affaires étrangères et de la défense et des chefs de la police. L'Ouganda, qui préside la Conférence, a joué un rôle dans la recherche d'une solution à la crise dans l'est de la RDC, à la demande expresse du gouvernement de ce pays et du Secrétaire général.

Le rapport du Groupe d'experts est truffé de contrevérités, d'informations fabriquées de toutes pièces et de mensonges éhontés. Dans sa forme actuelle, il sape les efforts entrepris à l'échelle régionale sous l'égide de l'Ouganda, en qualité de Président de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs. Comme nous l'avons montré, ces allégations sont dénuées de bon sens.

Le rapport remet en cause le soutien accordé aux initiatives régionales par l'ONU et le reste de la communauté internationale.

### **Méthodes de travail du Groupe d'experts**

Avant de se rendre en Ouganda, le Groupe d'experts a indiqué au Gouvernement ougandais cinq domaines particuliers sur lesquels il souhaitait obtenir des informations, comme indiqué dans la lettre datée du 9 août 2012. À l'arrivée des experts à Kampala, les renseignements demandés leur ont été communiqués. Lorsque le Gouvernement ougandais leur a demandé s'ils souhaitaient évoquer d'autres questions, ceux-ci ont répondu que non. À aucun moment, la question de l'appui que l'Ouganda apporterait au M23 n'a été soulevée.

On se rappellera que lors du mini-sommet sur la RDC tenu le 27 septembre 2012 en marge de l'Assemblée générale à New York, le Secrétaire général et tous les chefs d'État et de gouvernement ont exprimé leur soutien aux efforts déployés à l'échelle régionale par l'Ouganda en sa qualité de Président de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, à aucun moment la question de l'implication de ce pays n'a été soulevée et il n'en a pas été fait mention dans le rapport final.

Le Gouvernement ougandais ne peut pas comprendre pourquoi et comment les experts en sont venus à avancer ces allégations contre son pays alors qu'ils n'ont pas sollicité son avis sur ces questions. Le fait de priver l'Ouganda de la possibilité de répondre à ces accusations et informations supposément obtenues de témoins constitue une violation du droit à faire entendre sa cause. Ainsi, le Groupe d'experts a pondu un rapport foisonnant d'inventions et de preuves fabriquées de toutes pièces, qui présente des conclusions erronées.

Le rapport confirme que les méthodes de travail utilisées par le Groupe d'experts ne reflètent pas un niveau élevé de professionnalisme et de respect des principes d'objectivité, d'impartialité et de transparence dans le cadre de l'exercice de son mandat.

Alors que le Groupe d'experts s'est entretenu avec des représentants du Gouvernement ougandais et a recueilli des renseignements auprès d'autres sources discutables, il n'a pas fait part de ces allégations aux autorités ougandaises (à Kampala ou à New York) pour leur donner la possibilité d'y répondre avant de formuler ses conclusions. Le Gouvernement ougandais a coopéré avec le Groupe d'experts et était prêt à discuter avec lui de toute question ou problème l'intéressant.

Il est évident que le Groupe d'experts n'a pas vérifié la crédibilité de ses sources et la validité des informations fournies. Par conséquent, les normes en

matière de preuve n'ont pas été respectées. Le Groupe d'experts aurait dû vérifier ses sources et analyser les données et les éléments de preuve obtenus en vue d'atteindre le plus haut niveau de précision possible, qui fait cruellement défaut dans le rapport.

Manque de preuves : les preuves présentées dans les annexes, sur lesquelles le Groupe d'experts s'est fondé pour parvenir à ces conclusions, auraient dû être étayées par des documents et authentifiées avant que le rapport soit divulgué aux médias.

Refus de communiquer les accusations au Gouvernement ougandais afin qu'il puisse prendre les mesures nécessaires : non seulement l'Ouganda n'a pas eu la possibilité de répondre à ces accusations mais, fait plus grave, il s'est trouvé pris dans un conflit d'intérêt alors qu'il continuait de présider quatre sommets sans avoir la moindre idée qu'il était aussi le principal suspect dans un incendie qu'il s'efforçait d'éteindre.

Il est indiscutable que les questions abordées par le Groupe d'experts sont compliquées, délicates et à double tranchant. Elles demandent en outre de faire preuve à la fois d'intelligence et de patience. Elles ne peuvent pas être résolues du jour au lendemain et exigent de recueillir des données exactes pour tirer des conclusions justes, plutôt que de se fonder sur des rumeurs. Nous constatons que le Groupe d'experts n'a pas suivi de méthode et n'a pas consacré suffisamment de temps à ses travaux. Cela devrait être dénoncé.

Sources anonymes – Le Groupe d'experts cite un diplomate, un homme d'affaires, deux agents des services de renseignement, des anciens membres du M23, etc., sans les nommer. Il est fort probable que ces personnes aient été inventées. Il se peut aussi que les personnes avec lesquelles le Groupe d'experts s'est entretenu soient des soldats de rang subalterne, qui ne connaissent pas de manière exacte la position réelle du Gouvernement.

## **Conclusion**

Le fait que le Groupe d'experts n'a pas appliqué des normes strictes en matière de preuve et n'a pas respecté son obligation de fournir un rapport crédible et factuel, comme prévu dans son mandat, est troublant et constitue une négligence de sa part. Troublant, car non seulement cela ne facilite pas l'application du régime de sanctions en RDC mais également compromet les efforts déployés à l'échelle régionale pour trouver une solution durable à la crise dans l'est de ce pays. Nous espérons que le Conseil de sécurité et les comités des sanctions tireront des enseignements de cette expérience regrettable, notamment pour ce qui est des méthodes de travail du Groupe d'experts.

En conséquence, le rapport, dans la mesure où il associe à tort l'Ouganda à des activités illicites dans l'est de la RDC, doit être rejeté et retiré des archives de l'ONU.

Le Gouvernement de la République de l'Ouganda  
Le 12 novembre 2012

## Pièce jointe 1

### **Lettre datée du 9 août 2012, adressée au Chargé d'affaires de la Mission permanente de l'Ouganda auprès de l'Organisation des Nations Unies par le Coordonnateur du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo**

J'ai l'honneur de m'adresser à vous en ma qualité de Coordonnateur du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo, dont le mandat a été prorogé en application de la résolution 2021 (2011) du Conseil de sécurité en date du 29 novembre 2011. Une copie de la résolution, accompagnée de copies des lettres de nomination des experts par le Secrétaire général (S/2012/85 et S/2012/143) sont jointes à la présente lettre pour référence.

Comme vous le savez, le Groupe d'experts a été chargé par le Conseil de sécurité de surveiller l'application de l'embargo sur les armes et d'enquêter sur les violations commises à cet égard en vue de recommander l'imposition de sanctions financières ou d'une interdiction de voyager à l'encontre de certains individus et entités. Le mandat s'étend notamment aux individus menant des activités en République démocratique du Congo qui commettent des actes de violence graves dirigés contre des enfants ou des femmes ou qui recrutent ou emploient des enfants dans les situations de conflit armé, aux responsables politiques et militaires qui font obstacle au désarmement, et aux personnes ou entités qui fournissent un appui direct ou indirect aux groupes armés opérant en République démocratique du Congo grâce au trafic des ressources naturelles.

Afin d'assurer un suivi des questions soulevées lors de la visite qu'il a effectuée à Kampala du 24 au 26 mai 2012, le Groupe d'experts indique qu'il a l'intention de se rendre à nouveau dans cette ville les 17 et 18 septembre 2012. Malheureusement, compte tenu de son calendrier très rempli par les recherches sur le terrain, il aura peu de temps pour effectuer des visites dans la région.

Le Groupe d'experts aimerait continuer de coopérer avec les autorités ougandaises pour enquêter sur les activités des groupes armés dans l'est de la République démocratique du Congo, notamment l'Alliance des forces démocratiques, ainsi que les groupes tels que le M23 et ses nombreux alliés. Il souhaiterait vivement recevoir du Gouvernement ougandais toutes informations utiles sur les activités, la structure, les armes et les réseaux de soutien financier de ces groupes. S'agissant de l'AFD, il souhaiterait en particulier avoir des renseignements sur les liens entre les rebelles islamiques basés en République démocratique du Congo et les Chabab. Il serait par ailleurs très heureux d'obtenir des documents ou des preuves concernant les voyages et les activités du politicien burundais, Alexis Sinduhije, en 2011 et 2012.

Le Groupe d'experts souhaiterait aussi obtenir des informations sur les saisies de minerais provenant de l'est de la RDC qui sont passés en contrebande et dont l'origine n'est pas certifiée, ainsi que des statistiques sur les minerais transitant légalement depuis l'est de la RDC jusqu'aux ports de la région, notamment le port de Mombasa. Il lui serait également utile pour ses travaux de pouvoir consulter des statistiques sur les exportations ougandaises de minerais et de bois.

Afin de faciliter cette visite, j'invite les autorités ougandaises à désigner un coordonnateur qui sera chargé d'établir des contacts avec des hauts fonctionnaires compétents dans les domaines des douanes, de la sécurité intérieure, des renseignements militaires, de la sécurité extérieure et des ressources naturelles, qui seront présents durant la visite.

Le Groupe d'experts tient à rappeler qu'en application du paragraphe 16 de la résolution 2021 (2011), le Conseil de sécurité « exige de nouveau de toutes les parties et de tous les États qu'ils garantissent la sécurité de ses membres et un accès sans entrave et immédiat, notamment aux personnes, aux documents et aux sites que le Groupe d'experts estimerait susceptibles de présenter un intérêt aux fins de l'exécution de son mandat. »

En conclusion, le Groupe d'experts saisit cette occasion pour remercier le Gouvernement ougandais de l'aide considérable qu'il lui a apportée pour mener ses précédentes enquêtes, notamment des renseignements communiqués, qui se sont avérés indispensables pour lui permettre de mener à bien sa tâche. Il tient en outre à remercier par avance les autorités ougandaises de bien vouloir prendre les dispositions voulues pour ces dates et d'apporter leur coopération à l'exécution de son mandat.

Le Coordonnateur du Groupe d'experts  
sur la RDC créé par la résolution 2021 (2011)  
du Conseil de sécurité  
(Signé) Steve **Hege**

Pièce jointe 2\*

**Rapport sur les civils et les effectifs et le matériel militaire  
remis par le Gouvernement ougandais au Gouvernement  
de la République démocratique du Congo  
(11 juillet 2012)**

SECRET

**UGANDA PEOPLES' DEFENCE FORCES**



Headquarter 2 Infantry Division  
P O Box 1549  
MBARARA  
Uganda

UPDF/305BDEC/14

Jul 12

See Distribution:

**HAND OVER TAKE OVER REPORT OF PERSONNEL AND  
MILITARY EQUIPMENT**

**INTRODUCTION**

1. The prevailing security situation in our neighbouring Country the Democratic Republic of Congo, which has caused the influx of both civilians and security personnel crossing into Uganda seeking refugee. The clashes between security forces of DR. Congo and the rebels against the Gov't and negative forces against our country has resulted into the suffering of security forces and innocent civilians of both countries.

2. This can be witnessed after the different occurrences in DR. Congo which include the following:

a. Between 25 and 27 June 12, 06 soldiers from DR. Congo were ambushed and injured by ADF rebels at a place called Kamango in DR. Congo and were later evacuated from Congo through Butama to 305Bde Hq for treatment and later handed over to DR. Congo Gov't Authorities through Mpondwe border Post.

b. Again on the same note between 5 and 6 July 12 the FARDC clashed with insurgent groups in DR. Congo at Banagana Which forced the DR. Congo Gov't Soldiers, Police and Civilians cross into Uganda through Banagana border Post for refugee, and were later transferred to 305Bde Hq Hima in preparation for repatriation to their home country.

**UGANDA CONSTITUTION AND DEFENCE STRATEGIC  
POLICY AND OBJECTIVES**

3. Uganda is obliged to good neighborhood in the East African Community. The great Lakes region and the whole World. Uganda being a member of UN, etc. Our Gov't is committed to promoting broader understanding between our forces within this region and the rest of the forces and also abides by National and International Security regulations.

\* Le présent document, publié dans la langue d'origine uniquement, n'a pas été revu par les services d'édition.

SECRET

4. Being committed to the above mentioned obligations in paragraph three, today the day of .....July 2012, on behalf of the Uganda Gov't I have the honour to hand over the different categories of refugees and military Equipment to DR. Congo Gov't authorities as categorized here below:

a. PERSONNEL For details see annexes

(1) FARDC	=	598	Annex A.
(2) POLICE	=	42	Annex B.
(3) WOMEN	=	35	Annex C.
(4) CHILDREN	=	33	Annex D.
(5) War Casualties.	=	11	in Kisumu
(6) UN DOCUMENTED	=	19	24
G/TOTAL	=	718	Total Handled is 707 for 10 cases 11 in Congo


b. MILITARY EQUIPT = ..... Annex E

CONCLUSION

5. I do conclude that Uganda and DR Congo (DRC) need each other for co-existence in terms of peace and security, social and economic development. The two neighbor countries are there to co-exist and live for ever. No Country among the two is due to leave tomorrow or in the nearby future because we were geographically joined by our common border which was initiated by our former colonial leaders. Uganda needs to see that peace and security prevails in DRC.

6. On the side of ADF, Uganda's insurgents harbouring in eastern DRC. Uganda will continue to request the government of DRC through peaceful means, so that the DRC government allows UPDF to enter Eastern DRC and carry out joint operations with FARDC to flush out ADF rebels being trained in terrorist activities to come and destabilize peace and security in Uganda and the region. We hope that with good neighborhood, DRC government Will considered our request.

7. As Ugandans, we wish the casualties quick recovery, FARDC and civilians safe journey back to their home country.

Handed over by:  Signature.

Name: DONGO MILTON

Title: R.D.C. KASETE

Date: 11th - 07 - 2012

SECRET

Received by:

*J. Nassala* Signature.

Name *Jean Pierre Nassala*

Title *Minister Counselor, D.R. Congo Embassy*

Date *11/02/2012*

Witnessed by

UGANDA GOV'T

Name

Title

Signature

1 .....  
2 .....  
3 .....  
4 .....  
5 .....

1 .....  
2 .....  
3 .....  
4 .....  
5 .....

1 .....  
2 .....  
3 .....  
4 .....  
5 .....

DR. CONGO GOV'T

Name

Title

Signature

1 .....  
2 .....  
3 .....  
4 .....  
5 .....

1 .....  
2 .....  
3 .....  
4 .....  
5 .....

1 .....  
2 .....  
3 .....  
4 .....  
5 .....

Distribution:

Cc. MOD

Cc. CDF

Cc. CLF

Cc. CMI

Cc. CPC

# NOMINAL ROLL FOR FDRC JULY 2012.

S/NO	ARMY NO	RANK	FULL NAMES	APPT	UNIT	REMA
1.	17498502131	MAJ	KAMANDA MPINGA DIDIER	CO	42BN	PRES
2.	178983631878	CAPT	MUMBERE KINZAU OMER	2nd CO	42BN	PRES
3.	173025329480	CAPT	ESERENGA MBOLOKA ELVIS	IO	42BN	PRES
4.	170996322395	CAPT	NGOY MWILAMBWE JOSEPH	OFFO	42BN	PRES
5.	172895333114	CAPT	KWETE NGOLO URBAIN	QM	42BN	PRES
6.	174982084212	CAPT	KABAMBA JEAN PAUL	MTO	42BN	PRES
7.	172985393937	LT	KITENGE YABIDI BLAISE	PMR	42BN	PRES
8.	165870603420	LI	BISEKA BIPAKO JOSE	PASTOR	42BN	PRES
9.	160835318262	2LT	KATABE KIKWANGA PAUL	ADJT	42BN	PRES
10.	181976896678	2LT	MBAMBA JUSE JEAN PIERRB	C/OPR	42BN	PRES
11.	164976691129	2LT	MUSAFIRI KIUDI MULEZI	MTO	42BN	PRES
12.	176969621487	2LT	NDEKO KABAKA JULES	C.O	42BN	PRES
13.	189023641029	WOI	EZAKER BWIRA MBAJU		42BN	PRES
14.		WOI	ATIBU MWENE JOSE	RSM	42BN	PRES
15.	188033165945	WO	MUTUSHUVA BAKWANAMAJHA OLIVIER	C/CLK	42BN	PRES
16.	173911025568	S/SGT	KANINDA LWINI JOHN	L/CCLK	42BN	PRES
17.	176982224111	SGT	PIPA MATONDO DIKI	C/ESCORT	42BN	PRES
18.	182991218709	CPL	MBUKANA NGOJOKO LOFCS	ESCORT	42BN	PRES
19.	184105323626	CPL	LUYINDA KAYA	ESCORT	42BN	PRES
20.	185092998520	CPL	KANDIDI NGOY	IS	42BN	PRES
21.	190093026522	CPL	BOELE BONYANGA	IS	42BN	PRES
22.	183093888357	CPL	MUKANDIRWA MWINDA	ESCORT	42BN	PRES
23.	172098789804	PTE	NASINDA TEAN ROBERT	IS	42BN	PRES
24.	175980474694	LT	NGOY MILAMBO JEMOLIN	COMD	42BN	PRES
25.	16888185888	LT	KAHANGA KISENGA		42BN	PRES
26.	175977730810	2LT	MALABA LENGI AUSTINE		42BN	PRES
27.	182960788088	2LT	HALERIMANA NSEKERE BANZI		42BN	PRES
28.	1829665431218	2LT	KABOONA KISEMBO		42BN	PRES
29.	1769783110777	2LT	SUMAHIL DONOTIAN		42BN	PRES
30.	185962505952	2LT	MPINDO MWIRA		42BN	PRES
31.	177984447410	WOI	SEKI KASHALA		42BN	PRES
32.	179985034317	WOI	KALONGI NGOYA		42BN	PRES
33.	172981874086	WOI	GELIGE TURIBUNALI		42BN	PRES
34.	181980903889	WO	KAYA NGOYA		42BN	PRES
35.	152715270531	WOI	SEFU TAYARI		42BN	PRES
36.	182085222052	WO	AMANI NTAYUBANIO		42BN	PRES
37.	180898525854	WO	TOBIYI MAFUTA		42BN	PRES
38.	179965329876	WO	LUMBALA MONGA		42BN	PRES
39.	273985707800	WO	ONDIMEA BEATRICE		42BN	PRES
40.	182093945669	WO	BOLINGO INNOCENT		42BN	PRES



41.	170886904462	WO	ILANGA NKIMO AUGUSTINE		
42.	1749988422325	S/SGT	EMBAMBE NGAWA		
43.	179959670173	S/ST	AFONO MOGAMI		
44.	185986691065	S/SGT	TCHIMANGA BAKENGA		
45.	184962366410	S/SGT	KAMANDA SELENCE		
46.	179956313106	S/SGT	BEYA MUTOMBO		
47.	177969620883	S/SGT	TUSIKIRIZANE BAUMA		
48.	160898316053	S/SGT	DUNIA SHAMWAMI		
49.	187980465845	S/SGT	NGONGO KONGOLO		
50.	171980666257	S/SGT	ANZUA MEMBO		
51.	189093038027	CPL	ANANI NDYAGA		
52.	174181595949	CPL	BAHATI ZIBAMBWE		
53.	173973228840	CPL	MUHOGO ABIMA		
54.	183096081843	CPL	KABAMBI KADENGELE		
55.	186975320553	CPL	KONGOLO NGOY		
56.	186961012144	CPL	MUBUNDI ALFAN		
57.	190093440055	CPL	MUDERWA MUSHAG ASIFA		
58.		CPL	BUHINURA HARERIMANA		
59.	180982143583	CPL	NIBIZI AMANI		
60.	186022941229	CPL	MPUTU EFULA		
61.		CPL	BELE MWANA KWALA		
62.		CPL	MOLIKWA YUMA		
63.	188895331629	CPL	RAPHEAL AINJO		
64.	185021669286	L/CPL	UZELE MUMBERE		
65.	186093953160	L/CPL	MUJALIWA MUSAFIRI		
66.	282993477900	L/CPL	KAMANA TCHIZA		
67.	182045319468	L/CPL	MPOYO KIBWE		
68.	180025310595	L/CPL	NGOY MWILAMBWE		
69.	180987516078	L/CPL	SAMBE MWAMPE		
70.	1840613176901	L/CPL	KAZADI WA NGOY		
71.		L/CPL	YUUMA PATAULE		
72.	177975328396	L/CPL	KAYEMBE NUMBI		
73.		CPL	BASANGI BADI		
74.	180005316714	L/CPL	BASINWA BAGUMA		
75.		L/CPL	ILUNGA KUMISA		
76.	188015315319	L/CPL	KOMBOKO BARUTI		
77.		L/CPL	CHANGE TUHIRIMWAMI		
78.	286025325800	L/CPL	MUJINGA SAFIREJGNA		
79.	184962558601	L/CPL	MUSANGANYA M GALUSHA		
80.		L/CPL	DAGBRA KAUMBO MADO		
81.	189105323626	L/CPL	INDAKAYA		
82.	172901854645	CAPT	LELE NDOLIMBI AUGUSTINE	OC 'A'	
83.	178960695825	LT	DIRINGA KABERA LEUNALD	2/c OC	
84.	182054859994	LT	HABIRAGI EMMANUEL	PL COMD	
85.	182971734944	LT	MWINYI DEOCRACIUS	PL COMD	

86.	173903296587	2LT	DEGOLIGO DEWELE RUPHIN	PL COMD		
87.	180962993064	WO	SANGWA MUGANZA	CSM		
88.	182982168104	WO	KATEMBO LUPEMBA	PL SGT		
89.	178980999864	S/SGT	TUMBA KAPETA JAMY			
90.	183003813511	S/SGT	NZUNGU MAELEZO	PL SGT		
91.	180998935162	S/SGT	KATUKU ZOLA PAPY	PL SGT		
92.		S/SGT	MUMBERE MUPESI			
93.		S/SGT	MBEMBO WA MBEMBO	SEC COM		
94.	176966257053	S/SGT	KAMBALE PITA PITA	SEC COM		
95.	181090165360	S/SGT	FUNDI KAMONGA FRANCOS	SEC COM		
96.	180982625772	S/SGT	MAKASHA NGONGO	SEC COM		
97.	171962022554	SGT	KAKULE MUVUWE	2/c sec co		
98.		S/SGT	MINANI THEIOGENNE	SEC COM		
99.	175962809303	SGT	KALERA LIKAMBO	SEC COM		
100.	182987861400	SGT	KONGOLO AUGUSTINE			
101.	177981828164	SGT	LENGE NASE NZOMBA	SEC COM		
102.	189895324955	SGT	BAHIGA AMANI ALEYINI	CLERK		
103.	175983631583	SGT	NGENI MOSINDO	SEC COM		
104.	18599582195	SGT	MWENGESUNG KAPENO	SEC COM		
105.	179985617327	SGT	NGONGO NGOY			
106.	183970346773	SGT	RAMAN KABENGELE	SEC COM		
107.	166980985961	SGT	SIBOMANA SENZOGA	SEC COM		
108.	182053939605	SGT	KIKUNI MUSOMBA	SEC COM		
109.	177981523969	CPL	EDEBE MADJAGA	2/c sec co		
110.	180002754187	CPL	MAWOMBI MABELE	2/c sec co		
111.	185998836778	CPL	KASEREKA MAWAZO			
112.	190093870199	PTE	KASHAMA ALIPHONSE	R/MAN		
113.	182997375728	CPL	KASEREKA KAMBALE			
114.	184052654244	CPL	NDEGE AMIS	R/MAN		
115.	188007521573	L/CPL	BAHATI NDEGEJEHO	R/MAN		
116.	192983109370	CPL	NDONGO	R/MAN		
117.	182032560938	L/CPL	BALUME SERAPHIN	R/MAN		
118.	182954946539	L/CPL	NOBIRABO KISIDIKANA	R/MAN		
119.	178983302870	L/CPL	KALUNGA AMIS	R/MAN		
120.	176967867909	L/CPL	KAMBALE MAPATI	R/MAN		
121.	176966683840	L/CPL	KWIZERA HANGI BOSCO	R/MAN		
122.	168380678600	L/CPL	MASUNIBUKO BAZIRAKI	R/MAN		
123.	186005651960	L/CPL	MUHINDO BIRIMA	R/MAN		
124.	1815680891Q25	L/CPL	MUHINDO MBAVUMOJA	R/MAN		
125.	176962125925	L/CPL	MATAMBA UMERI	R/MAN		
126.	178964705959	L/CPL	PALURU MALYAMUYNGU	R/MAN		
127.	186105319540		YAMBUKA NGELEZA			
128.	188002175151		YAWIYAMBE CHONGA			
129.	175003325109	PTE	AKSANTI IKUNDULA			
130.	185063316862	PTE	ALEKO ALEX			

131	18693920020	AMANI MOSI
132	188007521573	BAHATI MANYAMWA
133	19009370170	BANZA IRUNGA
134	178053515445	BARURIGE KARUHIZE
135	169966915157	BAHATI NZABA
136	167793009221	KAMANGO RISASI
137	187093090950	KASEREKA MATIKA
138	191045516542	KASONGO MUSHLA
139	191046516542	KAYAEMBE HUGO
140		KISHUGI MALIMBANYA
141	180105327350	KIZA HANGI HESIRA
142	183093010152	KONGO INABURIRE
143	181995332540	LOKANGE LASHUNGU
144	18805297160	LOKANA DJABU
145	183094004655	MAFUNDISHO JEACQUE
146	185093007640	MATATA BAKONZI
147	188073879759	MWAMBUZA PHILEMON
148	188093876528	MUDUMBI KAWARA
149	190093840413	MULORWA MUKAMBA
150	188023684601	MUKOMBOZI PITCHEN
151		MUMBERE JOSEPH
152	1820453164620	MUMBERE LYANZI
153	186093169783	MUMBEKE KITIMBWE
154		DANNY THIMOTE MOISE
155	189093027250	NDUMBI TSHOLOLA
156	1050930095850	NDONA NDONA
157	184045331792	NYEMBO KILIMO
158	188521118713	NDASABA NIFASHI
159	180093131723	PALUKU MAHAMBA
160	175996914522	PALUKU MALONGA
161	180093000417	SEBONDO IVALANTIN
162	186045317961	TRAKASI ERIA MUSA
163	185093031077	TSHASA NILANGO
164	185093867750	TSHINGUMA MUZUNGU
165	190035327785	UKUM URWINYI
166	18209058334	USEN SALEH SADIKI
167	186005211740	WENGE KABAMBA
168	180093087465	WETESI MASENGO
169	185093522667	WILONDA MUNYAKA
170	182093244733	KADENDE PAPE
171		PAKA MUKWALA
172		IBRAHIM BAMOLONA
173		SAFARI BISIMWA
174	187985324737	AMAN RAGADE
175	187103327907	AMIS SAKOMBE

176	188092972505		MUKADI MUKADI			
177	183093955746		SELEMAN NGENDEHAYO			
178	185093881140		MADUWA NDUWAYO			
179			MUKAMBA MUJITUZA			
180	169881121566	CAPT	KAMBALE MUIIEZKI CLAUDE	OC 'B'	42BN	PRESENT
181	174963974110	CAPT	SAFARI BIN SAFARI	2nd OC		
182	165975803253	2LT	SELEMAN BELUKU	PL COMD		
183	173921173182	2LT	KASEREKA PALUJIKU	PL COMD		
184	179964484158	2LT	MIKOMBE BODIDA	PI COMD		
185	164985670065	WOI	BAYENGA BATANGA	PL SGT		
186	177970276117	WO	TSHONZA KONGOLO	PL SGT		
187	172899916018	WO	ALWA LIHAU AYIME	PL COMD		
188	178961349463	WO	KIBANZA BENDE	PL SGT		
189	17198975781	WO	MAEMBERA TSHOLA	CSM		
190	178963799321	WO	BEDHO AVOCH ETINNE	CLERK		
191	183973655224	S/SGT	SELEMAN KASONGO	SEC COM		
192	174973955209		BYAMUNGU BUYENDWA	SEC COM		
193	185992369525		KURENGA MUZIMU	SEC COM		
194	177971467800		MBALUKU PAUL	SEC COM		
195	17996800190		LUOMBUNDA BUYANA	SEC COM		
196	176763337331		KASEREKA MADOVA	SEC COM		
197	178981711541	SGT	MWANGA LAY KABASELE	SEC COM		
198	1887003630173		BALUME SIKATO JOSUE	SEC COM		
199	183996672714		DAFIYA DIBA BIEVENU	SEC COM		
200	176988724134	SGT	DIBAYA MONIC	SEC COM		
201	176965323778	SGT	KALUME MUSHOKO	SEC COM		
202	171979996250	SGT	BOLOGO JINGA MOSY	IS		
203	176965841013	SGT	BALUME SYLVIN			
204	179063896890	SGT	MBIGIZI FUNDI			
205	189093830931	SGT	TIRIGANYA HAKIZA			
206	163831765874	CPL	BONANA BIALEA			
207	174968098576	CPL	BANGUDULU MUSUKA	2/I sec com		
208	18809302821	CPL	TSHIPETA TSHIMWENKA			
209	182013721774	CPL	LUINDUGA KENGE			
210	182990358338	CPL	MANDRO SAMY	2/I sec com		
211	18093053105	CPL	LUSASI MAMBUNE			
212	186008188915	CPL	MUMBERE MABOKO			
213	185093060680	CPL	NTIKI KIVWAN			
214	1779680067	SGT	TSHINGAMBO DAKIN			
215	179938122194	PTE	LUBANGO ASUMANI			
216		PTE	DABEGE NGENGE			
217	186007131995	PTE	OMAR MUSTAPHA			
218	18209367013	CPL	ZAMAY WAKUMILEMBA			
219	17768435862	CPL	MULOPO OLIS AKELA	2/c sec com		

220.	184093832762	CPL	KENOKO KATUHUNGA		
221.	183004681396	L/CPL	KARURUNIA LUMUMBA		
222.	179992689536	L/CPL	BAHIGA ABIMANA		
223.	182992598937	L/CPL	MUTOMBO ILUNGA		
224.	186073771316	PTE	TSHANGA LUBAGA		
225.	188105324447	L/CPL	MALUKU PANLU		
226.	17960798124	CPL	KJBONGE JAFALI		
227.	183993085875	L/CPL	LOSA PATAYO		
228.	184043173908	PTE	BATSHALI FAUSTIN		
229.	182963974237	PTE	KABEYA BATSHIMBE		
230.	18209374969	PTE	LWAMISOLE MATOLEZO		
231.	187020729455	L/CPL	NGABA SEBI		
232.	190053879645	CPL	MANU CHAMAMBA		
233.	180893860427	PTE	KAZI NIKAZI BAGIRA		
234.	188025791319	PTE	MUPENZI BIKUMBURA	R'MAN	
227.	176987084619	PTE	ZONGA BOSCO	R'MAN	
228.	180981474089	PTE	UMIRAMBE BASEMBO		
229.	181972557142	PTE	NDAURA CHARLES		
230.	17909334218	PTE	LUMBU TUBAPE		
231.	186020787070	PTE	ZAWADI LONEMA		
232.	190005320536	PTE	BAHATI MUSTAFA		
233.	175970118532	PTE	BARABESHA NGABU		
234.	183049296144	CPL	KAPALATA NABURANGA		
235.	179005318452	PTE	BARUME MUDONE		
236.	182995311911	L/CPL	VURA WATUN		
237.	17093166020	PTE	KAMBALE KAHINDO		
238.	179000123801	CPL	KATSHUVA SIVIHOLIA		
239.	181997169122	PTE	JOWELI KIBANGALA		
240.	180982600464	PTE	NDAIKIZIKI MIRUHO		
241.	177011423232	L/CPL	BIZIMUNGU JACKSON		
242.	189093828007	PTE	MIDUBU NABULO OLIVIER		
243.		CPL	KAKULE VIREMWA		
244.	185092949940	CPL	DIKABANA MAYUMWA		
245.	187015328070	PTE	BOSCO WA JIMBO		
246.		PTE	MUSORE BIMENYIMANA		
247.	187023860118	PTE	ZIKATSHALI BATSHINISA		
248.	176975319465	PTE	MPIDI MWANA NKOFI		
249.	1800116821663	PTE	KAKULE KAZI ALPHA		
250.		PTE	MUMBERE MAKASI		
251.	185020831652	CPL	HABAMUNGU MUZUKA		
252.		PTE	MUSAFIRI DANIEL		
253.	177985486219	L/CPL	LUBOYA KANKU		
254.	187021329542	CPL	BAHATI KALUDJI		
255.		CPL	NGONGO MUKUNGU		
256.		PTE	MUGUNDA KAZIGA		

257		PTE	SABIMANA PATRICK			
258		PTE	RIZIKI WA KILONGO			
259		PTE	MUHINDO SADIKI			
260	18702532174	PTE	KASEREKA KAMBALE			
261	172989694209	CPL	MADIGA MBAMBA			
262		CPL	BAHATI ZIMBAMBWE			
263	185021676966	L/CPL	SAFARI NGIRIGWA BOSCO			
264	173983443445	CAPT	NAWET FRANCK FRANKIS	OC 'C'	42BN	PRESENT
265	17296852394	LT	BONGANDA IBAMBA JI ROBERT	2/c OC		
266	180961841087	2LT	NIZEYIRANA JEAN CLANDE	PL COMD		
267	180978607741	2LT	MBERA PATRICE IBRAHID	PL COMD		
268	172972371625	2LT	DJIBOKO CHIPOKO CRISIN	PL COMD		
269	180963616692	WO	MUMBERE KACHENI JACOVE	PL SGT		
270	177969914124	WO	ILUNGA KAZADI FELIX	CSM		
271	178960343078	WO	KATEMBO JEAN PIERRE	PL SGT		
272	185057766525	WOI	MUMBERE MUTENGANA	CLERK		
273	172887527341	WOI	BEKO WAYI BLAISE	PL SGT		
274	177962051393	WOI	BWETE EYANGA JACQUES	IS		
275	173892455324	WOI	RONGUBE GBAYA GERALD	PL SGT		
276	18045329731	WOI	BAZANANI KASONGO	PL SGT		
277	18301380239	S/SGT	SABASABA MUGABONAKE			
278	17397417817	S/SGT	MUJINGA RONGA J.P	SEC COM		
279	174969599504	S/SGT	TSHIKALA RALOBATEX	SEC COM		
280	170874989428	S/SGT	MEMBA MBONGA JEAN	SEC COM		
281	18695357902	S/SGT	SANGA PAMBA SANTOS	SEC COM		
282	17696687909	S/SGT	BAGABE MANEGABE	SEC COM		
283	180964608180	S/SGT	MBULA BOMBENDE JEAN	SEC COM		
284	180961608180	S/SGT	RABUNGA ARBALU DIDIER	SEC COM		
285	174985250150	S/SGT	MWAMBA RADIRIBA	SEC COM		
286		S/SGT	RADIABU SABIT			
287	178001511730	S/SGT	MWINYI MUNYI JEAN			
288	180985319232	S/SGT	MUJINGA KAPAMBO JINA			
289	179984651064	CPL	MUKWENYE LIWANGO			
290	18394921801	CPL	KOLONGO LITAMBALA			
291	184975728167	CPL	ILONDO EKILA			
292	17997401180	CPL	MBUSA MUSAYI LWANZO			
293	183092274234	CPL	KINGUNZA MISHINGO			
294	182990827877	CPL	EKETE MASOKO			
295	172980664822	CPL	NKULU CHIRWABWA			
296	186093080059	CPL	MAPADI KABONGO			
297	185093077252	CPL	AZAWA BIN MBONDE			
298	176982687677	CPL	WALALA MAYINKOL			
299	180021331090	CPL	NDAYAMBAJE DJENIS			

300.	180011318788	L/CPL	EZIRON NUNGUIKO			
301.	182002633408	L/CPL	NDRONDRONZA MUNDERE			
302.	188057276206	L/CPL	MUHAWE KABUYA			
303.	180600928874	L/CPL	NGANDRO NGADIO			
304.	182992635818	L/CPL	BHIRANA JACKSON			
305.	159974873601	L/CPL	BITITAWHO NDISHUTSE			
306.	184000202419	L/CPL	GOBO MOKILI			
307.	178015717378	L/CPL	BAHATI MANUMANU			
308.	186016710114	L/CPL	KATEMBO MAOMBI			
309.	183014569666	L/CPL	PALUKU MUTUPE			
310.	188091829516	L/CPL	BAHATI MBOGOYE			
311.	180986965319	L/CPL	KONGOLO VENANT			
312.	177063994511	L/CPL	KALUME ZABAREGA			
313.	185981551764	L/CPL	KAKULE MBAVUMOJA			
314.	178075322269	PTE	TWUJENJE PATRICK			
315.	170925992080	PTE	MULIKO PATRICK			
316.	182971697253	PTE	KAMBALE NABANGA			
317.	176093947636	PTE	KAKWIMA KUNIKWABO			
318.		PTE	KASEREKA MUSA			
319.	171095971444	PTE	KITOKO NDONGA			
320.		PTE	SUMALI ANJI LEGLANC			
321.	186973800148	PTE	LUKALE ONAUNYA SIMP			
322.		PTE	MBALIVULA MUHONEYA			
323.	186093829010	PTE	MULALA BIENVELU			
324.	1860930032406	PTE	DELALUNE NORIREKE			
325.	174005810982	PTE	NGOY WANGOY MUSOME			
326.	188075397296	PTE	SAFARI MOISE			
327.	190015316082	L/CPL	WASSO KALUKULA FRACO			
328.	180991826720	L/CPL	MADANKWA MAJENKWE			
329.	176095352192	PTE	KYANGA MUKOBOLE			
330.	176023914025	L/CPL	MBONARUZA BUVUNDERI			
331.	183038455040	PTE	SHAMAMBA RICHARD			
332.	190015842792	PTE	BISIMWA BIZINDWA			
333.	185025530018	PTE	HABYARIMANA INAUMBAGAZA			
334.	185099493954	L/CPL	BAHODJOGO VETRA			
335.	171093982211	PTE	BAGAYA BYADUNIA			
336.		PTE	MALENGE AUGUSTIN			
337.	181865323016	PTE	NZABIMANA KASOLE			
338.	182720501263	PTE	MUTABAZI BISOBIENDA			
339.		PTE	LWAMBA SADIKI			
340.	180982472280	L/CPL	BOPALANGA NZEMA			
341.	170553412303	PTE	NKULU BANZA			
342.	185092960246	PTE	IKOTA IYENE			
343.		PTE	DJALONGA DEDONGA			

344.		PTE	BAHATI MUSA	
345.		PTE	PATRICK MATALATALA	
346.	174950829701	2LT	TCHENGE MIHALI ROGER	OC SP
347.	181962847442	2LT	ABIBI ADUBO FELIX	PL COMD
348.	175971197151	2LT	TAKABIRAH ZIRIMWABAGABO	PL COMD
349.	177969192643	2LT	SABITI KAMAINDA MOISE	PL COMD
350.	1666960660320	WO	KANGAIKO MAWERA PATRICK	CSM
351.	177949636332	WO	SANGAMEYA CHRISTOPHER	PL SGT
352.	184051006252	S/SGT	MBANZE MUKONA FRANCK	PL SGT
353.	180007968349	S/SGT	BAHATI KASHAYU J.C	PL SGT
354.	177981166281	SGT	BGWAKE MASINGENE	R/MAN
355.	178938146255	SGT	FESHILOWA MUSA	SEC COM
356.	182978794543	SGT	TETE KINATI SHIKITO	SEC COM
357.	182999990943	SGT	BOFOLE BANGALA	SEC COM
358.		SGT	BAHATI REGEBA	SEC COM
359.		SGT	KAOLE ABICHUTI	SEC COM
360.	170873498759	CPL	KUMBONYEKE TARSICE	SEC COM
361.	187092970914	CPL	MPUTU MBOMA GUY	R/MAN
362.	187093077109	CPL	PUNGU KAZADI DJOLUCK	SEC COM
363.	185998072195	CPL	MAKABO JOMBIBO DAVID	R/MAN
364.	1860930554902	CPL	MWIMBU TWENA	R/MAN
365.	187093071348	CPL	JILAMUSHITO ARMANDO	R/MAN
366.	186093076919	CPL	MUGAMBA NDUBULA MOISE	NURSE
367.	189029997948	CPL	KALONJI WA KALONJI JEAN	R/MAN
368.	189092964707	CPL	KAMULE KAYEMBE KAMULE	R/MAN
369.	184086781064	CPL	AGENONGA MATESO	R/MAN
370.		CPL	LEMA KUTWAZOWA	R/MAN
371.	179963287119	CPL	BASEME KABASELE DIEVDONNE	SEC COM
372.	166961423666	CPL	ILUNGA NGWENDE SEDRICK	R/MAN
373.	189092970767	CPL	KAMBETA RAMANZANI	R/MAN
374.	182982527408	CPL	KAYUMBA PATRICK JUNIOR	R/MAN
375.	188092962809	CPL	MAKELELE MONIPUTU GRACIA	R/MAN
376.		CPL	KABADI TSHITEYA PAPPY	R/MAN
377.		L/CPL	MUSHINDO KATUSI GREGORE	2/c sec co
378.	183961451004	L/CPL	KOKILO ATAMANANDEY J.P	R/MAN
379.	178000490806	L/CPL	NGENDALANA SADAM	R/MAN
380.	1779968273141	L/CPL	MBONGO LOBIA MOISE	2/c sec Co
381.	185000937457	L/CPL	BITEGEWTSI SERUSHOKE	R/MAN



382	164978729341	L/CPL	NDENGENDA YACETE ALEXIS	R/MAN	
383	182972193369	L/CPL	KIMAREKI ZANAMUZI	R/MAN	
384	182040228685	L/CPL	SALEH IBRAHIM	2/c sec co	
385	1840048688551	L/CPL	SETAKO HAVUGA BOSCO	R/MAN	
386		L/CPL	KABENDI KATENGURA JEAN	R/MAN	
387	188028048713	L/CPL	WABENGA MUKANDAMA	R/MAN	
388		L/CPL	MUHINDO SHAUSWA	R/MAN	
389	183093154501	L/CPL	NYOMBO KASHINA	R/MAN	
390		L/CPL	TSHABATSIHADA KAZADI	SEC COM	
391	174952027447	PTE	KAREKA ONDEKANE T.L	SEC COM	
392	1850931229590	PTE	KAMBERE SYAVUMIRA JEANNOT	CLERK	
393	186093129590	PTE	SHAURA SHOMBERE JACOVES	R/MAN	
394	180983942337	PTE	BALEKE KAMIKO	R/MAN	
395	190109322592	PTE	RWABUKUMBA NDEKEZI	R/MAN	
396	183995322592	PTE	MBUMBA MUJINGA PITSHOY	R/MAN	
397	180105319771	PTE	ASUMAN LONGENDA	R/MAN	
398	173963983023	PTE	MASHIMANGO LAKOKI	R/MAN	
399	176983998096	PTE	BINDA JUSTUNE	R/MAN	
400	184975321070	PTE	MASUMBUKO MUSHOLA	R/MAN	
401	174093961912	PTE	ASANI KILUNGA JEAN	R/MAN	
402	181962656371	PTE	BAHATI NTAMUNOSA	R/MAN	
403	185105321985	PTE	LEMBA MUGOSA	R/MAN	
404	1621405312586	PTE	EMWAKA ETULO	R/MAN	
405	190063843363	PTE	OLUMBO AMOSI PAFY		
406	183095312439	PTE	BONANE MANGO BUMURA	R/MAN	
407	187093090243	PTE	KATEMBO TAISHUERMIE	R/MAN	
408	181015319009	PTE	MUGISA KISEMBO	R/MAN	
409	185995318813	PTE	BISABA MUHINDO	R/MAN	
410		PTE	BAHATI BOKIBO PHATINIS	R/MAN	
411	177966320938	CAPT	NANGALA BESCA IRON	OC ARTY	2BN PRESEN
412	1699602666189	LT	YUPIRA ELANU GREGOIRE	2/c GC	
413	175983824733	PTE	LOHELO SADI JOSUI	CLERK	
414	177971241066	2LT	HANGI NUNGO DELPHIN	PL CPMD	
415	170998885003	2LT	BETU KU NESIO JNC	PL COMD	
416	186093848389	2LT	BDJENCE AKOBELE CHANCE	PL COMD	
417	18609449060	2LT	BAHATI CLAUDE		
418	179963231896	WO	AMIS BANAZANI RAMS	PL COMD	
419	178093959602	WO	BITANGI SONA MICHEAL		
420	169864519133	WO	ENGAMBE JEAN DENIS	CSM	
421	1829687412	S/SGT	BAHATI MATEO	PLT SGT	
422	180983223022	S/SGT	MBALA MAKODIKA LEON	PLT SGT	

423	171911751404	S/SGT	EBUTA MASUMBUKO	SEC COMD
424	177976820176	S/SGT	MAKEMBA OSSANA CHRISTOFER	CH
425	167971367398	SGT	PUATI PUATI JEAN	SEC COMD
426	182960017849	SGT	KASUBA KAKUZE PAPY	SEC COMD
427	174092993730	CPL	KAO KABEMBA RITCHOO	R/MAN
428	187092961012	CPL	MATONDO HALULU SERGE	SEC COMD
429	190093011869	CPL	KABUYA LUBILANJI DAVID	R/MAN
430	188038610069	CPL	KANANUGIRE BAHATI	R/MAN
431	190093979546	CPL	MUNEGA MAKUMBA SEPT	R/MAN
432	18909307761	CPL	KALUNGA TSHOLA SAMY	R/MAN
433	182093058222	CPL	KIDIHA NBUGU SERGE	R/MAN
434	168982881863	L/CPL	NYAMAMBO TONDABO	R/MAN
435	189052046467	L/CPL	SIBONANA GATABAZI JNB	R/MAN
436	182004830665	L/CPL	MUMBERE PAFALI	R/MAN
437	183041728326	L/CPL	HABINANA NDAYISENGA	R/MAN
438	18500400588	PTE	CHUKURU HATATA JND	SEC COMD
439	180042619375	PTE	SINGIRANGABO BOSCO SIBO	R/MAN
440	182093089039	PTE	BOSEZE BOKASU JEAN	R/MAN
441	182093089039	PTE	KAMBALE HASTAKI MUTSUVU	R/MAN
442	183093854712	PTE	KIZA ALENGA GUSTOWE	TCO
443	184992696703	PTE	KASEREKAMUHINDO MAOMBI	SEC COMD
444	180093871347	PTE	MONGANGA KASERUKU	R/MAN
445	175023931561	PTE	MUHINDO MAPENDO	PLT SGT
446	175992647875	PTE	MATESO SAFARI PASCAL	R/MAN
447	178082722453	PTE	NDASIMWA MUKUNDA	R/MAN
448	187093870788	PTE	JAKASI GILBERT BULONDO	SEC COMD
449	172895327757	2LT	KOLO KALOMBOHA ROMO	R/MAN
450	184093990588	2LT	BWASOMBE BUHEREKO	R/MAN
451	174082698390	PTE	KAKOLE KALONDERO AMIS	R/MAN
452	1860093937126	2LT	NFUNEBASHIGA RUSAMBUNGA	R/MAN
453	184093837008	2LT	RAMANZAN KIKUNI ANOWE	R/MAN
454	184093012003	CPL	TSHILUMBA KABONGO DALLY	R/MAN
455	18010535324118	2LT	ETIENNE NGUMBU	R/MAN

			KOTOKALE		
456	164098318843	2LT	KINYAMBUGUMA SIMISI PAUL	R/MAN	
457	183093095785	L/CPL	KAMBALE TSHONGO KIM	R/MAN	
458	182092973548	CPL	KATEMBWE KABEYA RILS	R/MAN	
459			MUNYABAREZI KWINZERA	R/MAN	
460		L/CPL	OLEKO ALEXIS JNP	R/MAN	
461	185980041616	L/CPL	KASEREKA KISONIA	R/MAN	
462	183093888357	PTE	MUKANDIRWA MWINDA	R/MAN	
463		2LT	KALEMBE NSWANA PAPY	R/MAN	
464		2LT	MUSAKANO JEAN	R/MAN-	
465	174916172611	CAPT	MAMPASI MAKUMBA SALVA	CEF SI	322BN CDO
466	180080653632	2LT	KONGE KENZA	QRAJ	322BN CDO
467	172976305680	2LT	KILUFIA SEXE ALBENDRA	QTR	322BN CDO
468	174965134369	ADJT CHEF	WASOLERA BENJA CHARLES	SIT GEN	322BN CDO
469	1168020873249	ADJT	NGOY NGOY ALEXENDRA	INFIR AZ	322BN CDO
470	179963055632	ADJT	NGOY TWITE	CHEF RENA	322BN CDO
471	176966132417	SGT	BWESHA MULEHERWA	CHEF PC	322BN CDO
472	180988744817	SGT	MAYALA MIWIKUGI HENRI	CHEF SIR	322BN CDO
473		CPL	MNU PATRICK	FENONT	322BN CDO
474	179970901013	CPL	KASONGO WONA KUKUDYI	AT CHIEF	322BN CDO
475	176973635558	CPL	TANBWE LUNGENAL DEGNA	SGT	322BN CDO
476		L/CPL	MOLUTA KBINAMWISHO PAPY		322BN CDO
477	176982917962	2LT	KAJUMBA NJUNDO		
478	172922215197	WO2	MBOMBO DEMOZO		
479	180970616052	WO	NGOY MALANGO		
480	178996909512	WO	KINZI MUKANZA		
481	178987510969	S/SGT	KIMILI BWANGA		
482	178972828203	S/SGT	TSHEYA AKOT		
483	176981225819	S/SGT	MBOMA MBANGI		
484	178986609728	SGT	POBA BWELANDI		
485	181988099672	SGT	NGONGO MUKONKELE		
486	176902027789	SGT	KIDIMA THEO		

487	183984058367	CPL	LOSUA BANGALI		
488	176977568212	CPL	MASUDI KIFUROGA		
489	1779753955069	CPL	MUKWALE HENESTE		
490	182988752582	CPL	NYEMBO MUNGANGA		
491	177973196203	CPL	KIKASA LUMBU		
492	1799175122	CAPT	SHOKA NKOYA	OC COM	
493	176979431420	2LT	NTAMBWE MAKOYA	QM	
494	179981325782	WOI	ODWENE KENETSHA	RSM	
495	179997586925	WO	KITEMA MBALE		
496	177981312892	WO	NGITUKA BAKWALU		
497	177967353178	S/SGT	MBELENGA JUSTIN	CHEF	
498	181960896227	SGT	KAMBALE DUNA	ADJT	
499	180984122896	CPL	EDINGA WOLO	OTR	
500		CPL	KABEYA WA WAKABEYA		
501	177981549433	CPL	NDJULU MUYAULI		
502	187021971156	CPL	MUHINDO KEHITENI		
503	177966747334	CPL	MWANZA KUMWIMBA		
504	18708263919	2LT	ABEL FIEKAFIEKA		
505	185997982875	2LT	DEGOSE COLIVER		
506	180992634244	2LT	KASEREKKA KASILAMU		
507	17499302125	2LT	BAGAYA MAROYI		
508		2LT	ADIRODO ZABA		
509			BUDANDASA MUSA		
510		SGT	PANDA FRANCOIS		
511		SGT	TAMBWA MUKALAMUSI		
512	162992076987	CPL	AGABI PATENGA	CC/IRMIS	
513		SGT	KALUMBA LUMANDE	CHEF	
514	175093825481	2LT	KUJIRA KWINOYA MUSANGAYA	PL COMD	
515	1890072722522	2LT	LOLO KELE	PL COMD	
516		PTE	BAFELE WAKALALE	R/MAN	
517	177967108289	LT	BALUME RAMANZAN	PL COMD	
518	176921901840	WO	KINDA BOPETI		
519	173871997822	S/SGT	BISOKOLOKO ALONGIYA		
520	189990836424	S/SGT	MALAKU TABESI		
521	179960098733	S/SGT	ZIHINDULA BWABIKA		
522	182980878909	S/SGT	MWANDA SHEKE		
523	1799781309978	CPL	KITENGE LUMUMBA		
524	182971081610	CPL	MUKIMAYO KABALA		
525	183989989865	CPL	KALOMA JOHN		
526	180985762705	CPL	ETHU MBANGA		
527	176989899792	CPL	MOKA BALAMBA		
528	178970753716	CPL	LINGOSO BOFELE		
529	17696461795	CPL	BITAMBA DIDIER		
530	176971341822	CPL	NKANKU MUKENOI		

531	178991101282	CPL	KITUNGI JACK		
532	18295738300	LT	TEMITO TSHOBIRONGO		
533	1829976427921	PTE	KAMBALE KAMULETE		
534	183093147213	PTE	MUMBERE MURUMBI		
535	182990953217	PTE	MUHINDO VICENTA		
536	186093136340	LT	KATEMBO JUNIOR		
537	186052529663	PTE	ANDUROZO TSHOMI		
538		PTE	AYAROVA TOWEGO		
539	175971276468	CAPT	BETIPETI TAMATA		
540	176964250819	LT	LIZIKI KASINDI		
541	175936437304	WO	SHISWAKA NGANDU		
542	181988777223	S/SGT	MAKONA FUTIKIBILA		
543	178994524372	S/SGT	IFSOKOPE ISAKOLO		
544	178970628737	CPL	OTSHUDI SANUEL		
545	180982050769	CPL	KILUKA MUKENGE		
546	178991268610	CPL	KITENGE KIMBEWE		
547		SGT	SHIMBA NGOY		
548	183996992814	CPL	LINGUNGU NUKUHU		
549	177082623135	L/CPL	KASEREKA MAFISAMA		
550	181988332877	SGT	MALALAKO SHANO		
551	178986508616	SGT	WETOBO WETSHI		
552	180974291196	SGT	MATESO IIBU		
553	183989009988	CPL	MUKUMBI KIEME		
554	182977707395	CPL	LUKAMBA MILIKITO		
555		CPL	MADONGO APIKAVA SIMA		
556	178377370126	ADJ	MEUYI-KILUMBA		
557	179976435265	CPL	MUSA GASTON		
558	176982844204		GENINGA -WALALA		
559	180040889703		MAGUSHI-MAPAYA		
560	188505501875		MBADU -MWANZI		
561	181093914368		MATENGA -JOHN		
562	177963822399		TSHIBASHIMA -KALUMA		
563	175904192177		LINZI -ZAGILI		
564	176992936143		IBEKE MUNONGO		
565	177972290195		SEBA FUNAIKO		
566	180976794467		TENGA ANZATE		
567	179980545439	SGT	KAYUMBA WA KUNGA		
568	182990095933	CPL	ALUNGA NAKUNDU		
569	183010917183	CPL	NOTUTA LOBONGA		
570	178986586237	SGT	BOUHONNE SIKU		
571	179281429372	CPL	DONINGA NABELE		
572	179972862029	CPL	KANANGO BOTULI		
573	178980608209	CPL	SANGWA ZOZO		
574	1726090203675	CPL	SALUNGO MWANDA		
575	177971964217	CPL	NUYUMBA LWANGA		

NOMINAL ROLL FOR POLICE REFUGEES FROM DR.CONGO JUL 12

S/No	ARMY NO	RANK	FULL NAMES	APPT	REMARKS
1	76347/S	Conup ADJT	Kawende Conace	Con Secteur	Police Des Frontiere
2	11072/A	Con PPI	Kalyanda Mwali Joseph	Comd 2nd	Pol Fit
3	142039/G	com	Harinditware Nezehose	Ss Aoit	Pol FRT
4	192031/G	com	Sebagenze Sihango	comd S/CIAT	Pol Terroto reale
5	68947/S	S.comd	Zabibu Lukamba	(sect) sit paste	Police Des Frontiere
6	32305/P	S/con adst	Onyemba Okoko	Chef Paste	Police Des Frontiere
7	S/M	comd	Masika Mwebangesyali	chef S1 sect	Police Des Frontiere
8	S/M	comd	Bahati Ndoke Kolomban	chef sy sect	Police Des Frontiere
9	70390/S	Bdier chef	Lungele Mwenda Etienne	G E Post	Police Des Frontiere
10	72201/S	Bdier chef	Hategekimana Budaga	RSM sect	Police Des Frontiere
11	66132/A	Bdier chef	Nzokoboya John	Chef post sect	Police Des Frontiere
13	70719/S	Bdier chef	Bahati Rwamira	secretaireal sect	Police Des Frontiere
14	114730/S	bdier	Kasimo kiruita	Poste sect	Police Des Frontiere
15	S/M	comd	Nalimbulwa Geanne	comd ANT FR	Police Des Frontiere
16	S/M	comd	Habimana Emmanuel	OPJ/ciat	police Territoriale
17	82890/S	Bdier	Ngepe Esoli	adit chef poste	Police Des Frontiere
18	73291/S	Bdier	Bizimungu Jean Bosco	Agent	Police Des Frontiere
19	114786/S	Bdier	Kipema Bonigamba Emma	Agent	police Territoriale
20	117103/S	Bdier	Zikimana Nzabonimpa	Agent	Territoriale
21	S/M	comd	Kambale Tengeneza David	G E S/siat	Territoriale
22	S/M	APA	Timbi Zoina	Agent	Polios Des Frontiere
23	S/M	APA	Sibomana Jeanvier	Agent	Territoriale
24	S/M	APA	Mapendo Hategeka	Agent	Police Des Frontiere
25	92101/S	APP	Bahati Munyankazi	Agent	Police Des Frontiers
26	S/M	APA	Mbalushimana Byangasan	Agent	Police Des Frontiere
27	77229/S	APP	Kongo Bukoko	Agent	Police Des Frontiers
28	S/M	AP	Sekange Mazembe	Agent	Police Des Frontiers
29	S/M	AP	Sulemani Tabaro	Agent	Police Des Frontiers
30	S/M	AP	Bigabo Shamba	Agent	Police Des Frontiers
31	S/M	comd	Bondo Buuni	Cheffeur	Police Des Frontiers
32	S/M	comd	Habimana John	Agent	Police Des Frontiers
33	S/M	AP	Bizimana Kanyamahoro	Agent	police Territoriale
34	78976/S	S/comd	Papy Ketuni Boniyenga	Agent	Police Des Frontiers
35	S/M	APA	Lubugu Israel	Agent	Police Des Frontiers
36	S/M	AP	Seld Aimabale	Agent	police Territoriale
37	S/M	AP	Ndayambaje Lugatinya	Agent	Territoriale
38	S/M	APA	Gapira Jean Paul	Agent	Territoriale
39	S/M	comd	Bahati Semitegya	secretiure	Territoriale
40	S/M	AP	Bugoloia Paskal	Agent	Territoriale
41	S/M	APP	Paluku Katembo	Agent	Territoriale
42	S/M	AP	Bizimana Jean Claude	Agent	Territoriale

NOMINAL ROLL FOR CIVILIAN REFUGEES FROM DR.CONGO JUL 12

S/No	RANK	FULL NAMES	HUSBAND NAME
1	CIV	Kabuo-Neema	Wasolela
2	CIV	Noela-Turaha	Lipasa-Mapasa
3	CIV	Nadeje- Zawa	Kaite-Mbasa
4	CIV	Anit-Mivine	Makoma-Prince
5	CIV	Natlie-kalefulu	Henry-Mayala
6	CIV	Yaofanga-Lydie	Simon-Utshudi
7	CIV	Maombi-Dorica	Mouhamed-Andenge
8	CIV	Kabuo-Henriette	Kakofi-Bahati
9	CIV	Denise-Regina	Habimana Emmanuel
10	CIV	Toyota-Ndibagiza	Menu
11	CIV	Fifi- Nyandu	Emmanuel-Sebatana
12	CIV	Riziki-Desange	David-Tezeneza
13	CIV	Josef-Riziki	Jean- Bosco Bizimungu
14	CIV	Bora-Claudine	Jhon Nzoko
15	CIV	Nyirahabineza-Nikuze	Pascal Rueorort
16	CIV	Nyirahabineza-Odette	Zikama Boniface
17	CIV	Benita-Yakujije	Zikama Nzabonimpa
18	CIV	Twisenge Mukananica	Bigabo shamba
19	CIV	Wimana- Riziki	Pichen kefuni
20	CIV	Tantine- Maombi	Bahati Semuteja
21	CIV	Maombi -Esther	David Tezeneza
22	CIV	Kahama- Chibalonasa	Nirundi Byane
23	CIV	Maombi Denise	Paluku Katembo
24	CIV	Sifa -Ndoole	Manu
25	CIV	Sikujwua Francine	Olivier
26	CIV	Furaha- Florance	Saidi Aimable
27	CIV	Furaha- Thomas	Papy Louis
28	CIV	Wimana sara	Chowa Justine
29	CIV	Benita Furaha	Abel Fiston
30	CIV	Wizeye -Oliver	Ndayambase innocent
31	CIV	Natali Kalufe	Manyala Mikitana

LIST OF CHILDREN

S/NO	TITLE	FULL NAMES	MOTHERS NAME
01	CIV	OLIVIER MAOMBI	GISECL RIZIKI
02	CIV	MEREVEIL	DEBORA
03	CIV	ELIMU MAOMBI	DEBORA
04	CIV	BIENFAIT NABOTI	DEBORA
05	CIV	MWANA KANYAMANZA	NYIRAHABINEZA
06	CIV	KAVE EMMANUEL	FIFI
07	CIV	REBEKA SEBUZANA	NYIRAHABIMANA ODETA
008	CIV	PACI BANZIRIRIKI	NYIRAHABIMANA ODETA
09	CIV	DORIKA BANZIRIRIKI	NYIRAHABIMANA ODETA
10	CIV	GAKURO FRANSINE	NYIRAHABIMANA ODETA
11	CIV	GATO FRANCGISE	NYIRAHABIMANA ODETA
12	CIV	NYOTA ORTANC	BENITA YAKUJJE
13	CIV	ROSINE CHANCE	YVONE SARAH
14	CIV	ALEXIS MAISHA	TUISENG
15	CIV	PAPY KEFUNU	WIMANA RIZIKI
16	CIV	JULIENE KEFUNU	WIMANA RIZIKI
17	CIV	MILANO KEFUNU	WIMANA RIZIKI
18	CIV	ANGELLA OLIVE	MAOMBI DENIZE
19	CIV	MWAMENI GENTILLE	FURAHA FLORANCE
20	CIV	QUECKIN ESPOIR	SIFGANBOOLE
21	CIV	RAISSAN PEREPETA	SIKUJJA FARANCINE
22	CIV	JORIME MWIZA	MAOMBI ESTHERE
23	CIV	MWAMI SAMWELE	GULIME KAHAMBU
24	CIV	KAHINDO CRISTEL	KABUHO NEEMA
25	CIV	JUMORE ALIMASI	FURADA NOSU
26	CIV	JEAN MARIE BAHATI	MASCUCIN
27	CIV	KAMBALE AUGUSTINE	MASCUCIN
28	CIV	MUJAWIMANA JUSTUNE	MWJAWIMANA JUSTUS
29	CIV	MWAMI SAMUEL	GULIME KAHAMBU
30	CIV	KAMBALE AUGUSTINE	TSONGO
31	CIV	KAMBALE CHRISTIAN	KABUGO NEEMA
32	CIV	ROGER ALIMASI	FURAHA NOERLA



**ARMS AND AMMOS HANDED OVER TO DRC GOVERNMENT**

- |   |    |                   |   |                            |     |
|---|----|-------------------|---|----------------------------|-----|
| 1 | a  | SMG               | - | 618.                       |     |
|   | b. | RPG-SHELLS        | - | 42+RPG BOMS-29PCS+38FUSES. |     |
|   | c  | PK                | - | 42                         |     |
|   | d. | 60MM              | - | 10                         |     |
|   | e. | 75MM RECOICC      | - | 01                         |     |
|   | f. | GRINADE LOUACHER- | - | 01                         |     |
|   | g. | 82 MMTR           | - | 02                         | Pcs |
|   | h. | 12.7MM            | - | 02                         | Pcs |
|   | i. | 12.7AAC           | - | 01                         | TIN |

2. **COMMUNICATION GADGETS**

- |    |               |   |    |
|----|---------------|---|----|
| a. | CHARGE PIN    | - | 12 |
| b. | MAN PACK      | - | 01 |
| c. | BASE STN      | - | 03 |
| d. | WALKIE TALKIE | - | 59 |
| e. | CHARGERS      | - | 15 |

3. **AMMOS**

Also recovered are assorted of loose Amos like 7.62mm x 39 and 7.62mm x 54 pecks, military camouflage uniforms (Hose or Hoes)